

# **Registre des délibérations - décisions**

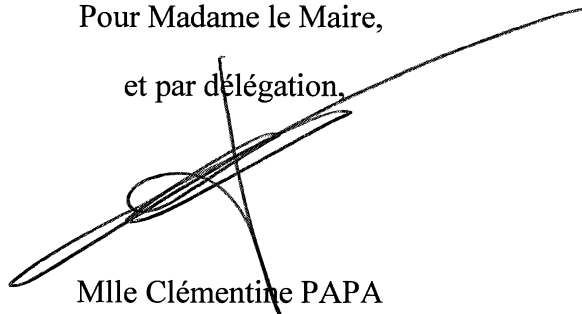
**Conseil municipal**  
**Lundi 06 février 2012**  
**TOME 4**

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 30/10/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## MARCHES PUBLICS - Adoption du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée en raison de leur objet (article 30 du Code de Marchés publics) de la Ville de Montpellier

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Le Code des Marchés Publics distingue deux types de marchés à procédure adaptée:

- Pour les services relevant de l'article 29, la procédure adaptée est liée à une condition de montant (pour les fournitures et services, procédure adaptée pour les marchés de moins de 193 000 €, pour les travaux, procédure adaptée pour les marchés de moins de 4 845 000€)
- Pour les services relevant de l'article 30, la procédure est adaptée en raison de l'objet du marché quel qu'en soit le montant.

La procédure est dite « adaptée » dans la mesure où ses modalités sont librement fixées par chaque pouvoir adjudicateur en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat.

Vous avez déjà approuvé un règlement intérieur relatif à la passation des procédures adaptées relevant de l'article 29, règlement reposant très largement sur une logique de seuils financiers.

Il vous est aujourd'hui proposé de préciser maintenant les règles internes applicables aux marchés relevant de l'article 30, telles que définies dans un second règlement joint à la présente délibération.

Ses orientations principales sont les suivantes :

- Ces marchés doivent respecter l'organisation interne adoptée au sein des services municipaux en matière de passation des procédures. Les marchés de moins de 90 000 euros HT sont pris en charge par les services. Les marchés de plus de 90 000 euros HT sont pris en charge par le service de la Commande Publique.



- La computation ne s'applique pas pour ces marchés de telle sorte que la procédure à suivre est définie marché par marché.
- En matière de procédures il est proposé, afin de garantir la sécurité de celles-ci, de poser le principe du renvoi au règlement intérieur applicable en matière de marchés relevant de l'article 29. Les effets de seuils de ce règlement permettent en effet une progressivité des procédures à mettre en place en relation avec le montant du marché. Plus le montant du marché est élevé plus la procédure est stricte. Toutefois, afin de prendre en compte la spécificité des marchés relevant de l'article 30, il est proposé dans des cas ponctuels, quand la spécificité du marché ne permet pas de respecter les procédures homogènes prévues par le règlement intérieur, de permettre aux services de ne pas appliquer ce dernier et de définir des règles de passation différentes et mieux adaptées.

Ces exceptions sont placées sous la responsabilité de chaque direction maître d'ouvrage qui doit être en mesure de pouvoir justifier à n'importe quel moment de la spécificité du marché et de la nécessité de ne pas respecter le guide de procédure.

En tout état de cause, la procédure de passation organisée par la direction ne peut en aucun cas être motivée par une volonté d'amoindrir le respect des objectifs de transparence et de mise en concurrence mais simplement permettre que cette mise en concurrence soit effectuée de manière plus adéquate à l'objet du marché.

- Enfin, ces marchés peuvent dans des cas limitativement prévus par le Code des Marchés Publics, être exonérés de toute publicité ou mise en concurrence. Au vu des risques attachés, il vous est proposé de s'en tenir en la matière à la lettre du Code et de retranscrire littéralement ce dernier dans le règlement.

#### **En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les termes du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée en raison de leur objet (article 30 du code des marchés publics) joint en annexe ;
- D'adopter ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération ;

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



REGLEMENT INTERIEUR  
DE PASSATION  
DES  
MARCHES PUBLICS A PROCEDURE  
ADAPTEE  
DE LA  
VILLE DE MONTPELLIER

# SOMMAIRE

Préambule.....	p. 3
<b>A- <u>Les marchés passés selon une procédure</u></b>	
La distinction procédures adaptées – procédures formalisées.....	p. 4
Création de seuils internes dans les procédures adaptées.....	p. 5
Les différents seuils internes.....	p. 8
Principes communs à toutes les procédures adaptées.....	p. 9
Procédures.....	p. 11
MAPA 1(de 1 à 15 000 € HT).....	p. 12
MAPA 2 (de 15 000 à 90 000 € HT).....	p. 13
MAPA 3 (de 90 000 à 200 000 € HT).....	p. 16
MAPA 4 (de 200 000 à 5 000 000 € HT).....	p. 19
Procédures formalisées (pour mémoire).....	p. 22
Récapitulatif global – Répartition entre Services et Service Commande publique .....	p. 26
<b>B- <u>Les marchés relevant de l'article 30 du code des marchés publics</u></b> .....	p.28
<b>C- <u>Marchés passés sans publicité ni mise en concurrence</u></b> .....	p. 35

# PREAMBULE

Les marchés publics sont les contrats conclus à titre onéreux (dès le 1<sup>er</sup> Euro) avec des opérateurs publics ou privés pour répondre à des besoins de travaux, fournitures ou services.

Ils sont assujettis à des règles de fond et de forme prévues par le Code des marchés publics.

En dessous de certains seuils, 200 000 euros H.T. pour les fournitures et services et 5 000 000 euros H.T. pour les travaux, les marchés publics sont, en application du Code des Marchés Publics passés sous une forme adaptée.

Certains marchés sont également passés sous une forme adaptée quelque soit leur montant (marchés relevant de l'article 30 du Code des Marchés Publics).

Cette forme adaptée est définie librement par le pouvoir adjudicateur sous condition, toutefois, de respecter les principes généraux de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

L'objet du présent règlement intérieur est donc de définir la forme que doivent prendre les marchés à procédure adaptée passés par la Ville en conciliant liberté et respect des principes de la commande publique.

Il ne traite pas des procédures formalisées dont la forme et les procédures de passation sont fixées de manière impérative par le Code des Marchés Publics et dont le respect est assuré par la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique – service Commande Publique (la procédure globale est toutefois rappelée pour mémoire en fin de règlement).

# **A- LES MARCHES PASSES SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE**

# LA DISTINCTION PROCEDURE ADAPTEE – PROCEDURE FORMALISEE

MARCHES	< 200 000 euros H.T.	200 000 < <5 000 000 euros H.T.	>5 000 000 euros H.T.
- Fournitures	Procédure adaptée	Procédure formalisée	Procédure formalisée
- Services	Procédure adaptée	Procédure formalisée	Procédure formalisée
- Travaux	Procédure adaptée	Procédure adaptée	Procédure formalisée

## CREATION DE SEUILS INTERNES DANS LES PROCEDURES ADAPTEES

Un marché portant sur un besoin d' 1 euro ne peut être organisé de la même manière qu'un marché portant sur 200 000 euros.

Le choix de la Ville est donc de dissocier au sein des procédures adaptées plusieurs seuils intermédiaires.

Afin de ne pas engendrer de centralisation excessive des procédures, les premiers seuils laissent les services gérer eux-mêmes leurs marchés.

Plus les seuils sont élevés et plus le service de la Commande Publique est associé au processus de passation du marché afin de garantir une certaine uniformisation des procédures et le respect de certaines obligations de publicité prévues par le Code des Marchés Publics.

- Le premier seuil permet aux services de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable. Le Code des Marchés Publics établit ce seuil à 15 000 euros H.T.

#### **MAPA 1**

- Le deuxième seuil interne s'applique aux marchés compris entre 15 000 et 90 000 euros H.T. La procédure dépend du service gestionnaire.

#### **MAPA 2**

- Le troisième seuil s'applique aux marchés compris entre 90 000 et 200 000 euros H.T. En raison d'obligations particulières de publicité fixées par le Code des Marchés Publics pour les marchés de plus de 90 000 euros H.T., le service de la Commande Publique intervient dans la procédure.

#### **MAPA 3**

- Le quatrième seuil s'applique aux marchés passés entre 200 000 et 5 000 000 euros H.T. **Il ne concerne donc que les marchés de travaux.** La quasi majorité des marchés de travaux de la Ville se trouvant dans cette tranche, il est décidé de lui appliquer une procédure adaptée mais relativement encadrée.

#### **MAPA 4**

A chacun de ces seuils correspond une procédure différente.

Cette procédure s'applique de manière indistincte à tous les marchés dont les montants sont inscrits dans ces seuils sans distinguer s'il s'agit de marchés de fournitures, services ou travaux **à l'exception du quatrième seuil qui ne s'applique qu'aux marchés de travaux.**

## LES DIFFERENTS SEUILS INTERNES

	1 < <15 000	15 000 < <90 000	90 000 < <200 000	200 000 < <5 000 000	>5 000 000
--	-------------	------------------	-------------------	----------------------	------------

# PRINCIPES COMMUNS A TOUTES LES

Fournitures	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	Procédure formalisée	Procédure formalisée
Services	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	Procédure formalisée	Procédure formalisée
Travaux	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	Procédure formalisée

## PROCEDURES ADAPTEES

- Le principe de l'enveloppe unique est retenu pour toutes les procédures
- Les services étant gestionnaires des procédures jusqu'au seuil de 90 000 euros H.T., il leur est rappelé d'être particulièrement attentifs à la computation des procédures.

En effet, le respect des seuils ne peut s'apprécier au regard du seul service gestionnaire mais à l'échelle de la collectivité toute entière.

Chaque besoin doit se computer avec un besoin identique. C'est le montant déterminé globalement qui conditionne le seuil de procédure applicable.

Le service de la Commande Publique, afin d'assurer le respect de cette règle a mis au point :

- ✓ Un outil prévisionnel permettant aux services de recenser leurs besoins conformément à l'article 27 du Code des marchés publics afin d'obtenir un état computé à l'échelle de toute la collectivité  
Cet outil, rempli par les services et restitué après analyse par la Commande Publique, permettra d'anticiper sur les procédures à lancer.
- ✓ Un outil de contrôle permettant de vérifier que les marchés lancés par les services respectent les procédures définies à l'échelle de toute la ville : l'outil de numérotation des marchés

**En conséquence et pour donner plein effet à ce mécanisme de contrôle tout marché, dès le 1<sup>er</sup> euro devra être numéroté avant tout lancement de procédure.**

- Si les services souhaitent procéder à des négociations dans le cadre des procédures adaptées, cette négociation doit :

64

- ✓ Avoir été prévue dans le règlement de la consultation et l'avis d'appel public à la concurrence.
- ✓ S'effectuer avec tous les candidats ayant remis une offre.
- ✓ Respecter les règles de transparence, de traçabilité de la procédure (procès verbal de négociation, convocation...) et d'égalité de traitement des candidats (durée identique pour chacun).
- Dès 3 000 euros, les attributaires de marché doivent impérativement remettre au service maître d'ouvrage les certificats sociaux et fiscaux prévus à l'article 46 du code des marchés publics.  
Il est demandé aux services d'être particulièrement vigilants sur ce point en raison des obligations existantes en matière de lutte contre le travail dissimulé.

# PROCEDURES

# MAPA 1

## De 1 € à 15 000€ HT

### Principes :

- Respect de la nomenclature
- Numérotation obligatoire
- Absence de publicité et de mise en concurrence préalable
- Le marché peut se matérialiser par un simple bon de commande.
- Acte administratif exécutoire préalable (décision) dès le 1<sup>er</sup> euro.
- Le marché doit être signé par une personne ayant une délégation le permettant.

## **MAPA 2**

### **De 15 000€ HT à 90 000€ HT**

#### Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Maîtrise de la procédure par le service gestionnaire
- Publicité adéquate
- Acte administratif d'approbation du marché : décision

#### **Etape 1 : Numérotation**

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur

#### **Etape 2 : Rédaction des pièces**

- ✓ Le dossier de consultation est rédigé par le service lançant la consultation. Il comprend notamment:

-Pièces techniques CCTP, plans...

-Pièces financières (Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF)

-Pièces administratives (acte d'engagement, règlement de consultation, cahier des clauses administratives particulières...)

#### **Etape 3: Publicité adéquate**

- ✓ La publicité est au minimum une publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur le site Internet de la Ville. Il est complété autant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.
- ✓ Les critères doivent être indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence. Ils seront identiques à ceux données dans le règlement de la consultation.
- ✓ Le délai de réponse sera «raisonnable» et adapté aux caractéristiques de la prestation souhaitée. Prévoir un délai minimum de 15 jours calendaires entre la date d'envoi à la publication et celle de remise des offres.

#### **Etape 4: Retrait des dossiers par les entreprises et réception des offres**

- ✓ Quelque soit le mode de diffusion du DCE (envoi par fax, mail, courrier ou retrait sur place par l'entreprise), le retrait du DCE doit figurer sur le registre de retrait.
- ✓ Les entreprises peuvent remettre une offre sous la forme de devis papier, fax ou e-mail.

### **Etape 5: Ouverture des offres et analyse des offres**

- ✓ Après analyse des pièces fournies à l'appui de la candidature, le service examine les offres.

### **Etape 6: Décision du Maire et information des candidats non retenues**

- ✓ Etablie par le service gestionnaire du marché, elle est signée par l'Adjoint délégué puis transmise en Préfecture.
- ✓ En parallèle, des lettres de regret sont envoyées aux entreprises non retenues. Elles doivent être motivées à partir des critères énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

### **Etape 7: Notification**

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées, sont envoyées à l'entreprise retenue par courrier avec accusé de réception ou par fax.

### **Etape 8: Transmission au service des finances de la décision et du bon de commande**

### **Etape 9: Archivage**

- ✓ Chaque service archive dans ses locaux ses marchés passés selon une procédure adaptée.

## MAPA 2

SERVICES	
Nomenclature	Demande de numérotation
Dossier de consultation	Rédaction d'un dossier de consultation pour les entreprises
Mise en concurrence - Publicité	Avis d'appel public à concurrence sur le site de la Ville et éventuellement dans une publication écrite appropriée à l'objet aux caractéristiques du marché pendant 15 jours minimum.
Ouverture des plis Signature des pièces	Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Acte administratif	Décision du Maire
Archivage	Oui

## **MAPA 3**

### **De 90 000€ HT à 200 000€ HT**

#### Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Intervention du service de la Commande Publique
- Publicité dématérialisée et publicité dans un journal d'annonces légales
- Acte administratif d'approbation du marché : décision

#### **Etape 1 : Numérotation**

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur

#### **Etape 2 : Publicité obligatoire**

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence est rédigé par le service de la Commande Publique, qui prend en charge la procédure jusqu'à l'ouverture des plis.
- ✓ La publicité est obligatoirement diffusée sur Internet, sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, au BOAMP et/ou dans un journal d'annonces légales. La publicité est complétée en tant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.

#### **Etape 3 : Rédaction du DCE**

- ✓ Les pièces administratives du DCE sont rédigées par le service de la Commande Publique.
- ✓ A cet effet, le service dépose, après visa du directeur et directeur général adjoint, au service de la Commande Publique son dossier technique « papier », à savoir :
  - Fiche-marché complétée
  - Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF, CCTP et autres pièces techniques
  - N° de bons de commande pour les parutions dans les journaux hors BOAMP
- ✓ Toutes les pièces constituant le DCE doivent également être transmises sous format informatique afin de les mettre à disposition des entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics

#### **Etape 4 : Réception des offres**

- ✓ Les plis sont déposés au service de la Commande Publique .
- ✓ Prévoir un délai minimum de 20 jours entre la date d'envoi de l'avis par le service de la Commande Publique et la date de remise des offres.

### **Etape 5 : Ouverture des offres**

- ✓ La séance d'ouverture des plis se tient sur convocation du service de la Commande Publique conformément aux arrêtés de délégation.
- ✓ Il n'y a pas de passage en commission d'appel d'offres.

### **Etape 6 : Décision du Maire et Information des candidats non retenus**

- ✓ Etablie par le service gestionnaire du marché, elle est signée de l'adjoint délégué.
- ✓ En parallèle, des lettres de regret sont envoyées aux entreprises non retenues. Elles doivent être motivées à partir des critères énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence (service gestionnaire).

### **Etape 7: Dépôt en préfecture de la Décision du Maire**

### **Etape 8 : Notification**

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées, sont envoyées, par le service gestionnaire, à l'entreprise retenue, avec accusé de réception.

### **Etape 9: Transmission au service des finances de la décision et du bon de commande**

### **Etape 10: Archivage et recensement**

- ✓ Chaque service archive ses marchés passés selon une procédure adaptée.
- ✓ En application du décret du 26 Août 2006, pour tous les marchés conclus entre 90 000 et 200 000€ HT, le service acheteur doit établir une fiche de recensement économique de l'achat. Cette fiche sera transmise au service de la Commande Publique.

# MAPA 3

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	Numérotation	
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité		Avis d'appel public à la concurrence pendant 20 jours minimum
Ouverture des plis		Ouverture des plis avec la personne désignée dans les arrêtés de délégation
Signature des pièces	Signature des pièces et courriers par la personne désignée dans les arrêtés de délégation	
Acte administratif	Décision du Maire	
Archivage	Oui	

## **MAPA 4**

### **De 200 000€ HT à 5 000 000€ HT**

### **(uniquement travaux)**

#### Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Intervention du service de la Commande Publique
- Publicité dématérialisée et publicité dans un journal d'annonces légales
- Avis de la commission d'appel d'offres
- Acte administratif d'approbation du marché : délibération du conseil municipal

#### **Etape 1 : Numérotation**

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur

#### **Etape 2 : Publicité obligatoire**

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence est rédigé par le service de la Commande Publique.
- ✓ La publicité est obligatoirement diffusée sur Internet, sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, au BOAMP et/ou dans un journal d'annonces légales. Elle est complétée autant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.

#### **Etape 3 : Rédaction du DCE**

- ✓ Les pièces administratives du DCE seront rédigées par le service de la Commande Publique.
- ✓ A cet effet, le service déposera, après visa du directeur et directeur général adjoint, au service de la Commande Publique son dossier technique « papier », à savoir :
  - Fiche-marché complétée
  - Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF, CCTP et autres pièces techniques
  - N° de bons de commande pour les parutions dans les journaux hors BOAMP
- ✓ Toutes les pièces qui constitueront le DCE devront également être transmises sous format informatique afin de les mettre à disposition des entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics

#### **Etape 4 : Réception des offres**

- ✓ Les plis seront déposés au service de la Commande Publique.
- ✓ Prévoir un délai minimum de 22 jours entre la date d'envoi de l'avis par le service de la Commande Publique et la date de remise des offres.

## **Etape 5 : Ouverture des offres**

- ✓ La séance d'ouverture des plis se tient sur convocation du service de la Commande Publique conformément aux arrêtés de délégation.

## **Etape 6 : Analyse des offres et désignation de l'attributaire**

### 1/Analyse des candidatures

- ✓ Le service de la Commande Publique procède à une vérification des documents administratifs fournis à l'appui de la candidature.
- ✓ Le service instructeur analyse les candidatures au vu des critères de sélection des candidatures indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence.

### 2/ Analyse des offres

- ✓ Le service instructeur analyse les offres déposées. Il rédige à cet effet un rapport d'analyse des offres.
- ✓ La commission d'appel d'offres rend un avis.

## **Etape 7 : Information des candidats**

- ✓ Des lettres de plaisir et des lettres de regret sont envoyées par le service de la Commande Publique.
- ✓ Le délai légal de suspension de la signature entre la réception des lettres de regret par les candidats non retenus et la date de signature du marché est respecté.

## **Etape 8: Délibération du conseil municipal et transmission en Préfecture**

- ✓ Le service gestionnaire (ou « maître d'ouvrage ») prépare la délibération du Conseil municipal.
- ✓ La délibération est déposée en Préfecture puis transmission du marché accompagné de la délibération à la Préfecture.

## **Etape 9: Notification**

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées sont envoyées par le service de la Commande Publique à l'entreprise retenue.

## **Etape 10: Diffusion aux services**

- ✓ Le service de la Commande Publique transmet des exemplaires du marché à la direction des finances et au service gestionnaire.

## **Etape 11: Archivage et recensement**

- ✓ L'archivage de l'original du marché, de toutes les pièces relatives à la procédure de passation ainsi que des offres non retenues est effectué par le service de la Commande Publique.

## MAPA 4

### (uniquement travaux)

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	Numérotation	
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité		Avis d'appel public à la concurrence pendant 22 jours minimum
Ouverture des plis Signature des pièces		Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Acte administratif	Délibération du conseil municipal	
Archivage		Oui

# PROCEDURES FORMALISEES

(pour mémoire)

**Travaux > 5 000 000 € HT**

**Fournitures et Services > 200 000 € HT**

## Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Intervention du service de la Commande Publique
- Publicité dématérialisée et publicité au JOUE, au BOAMP et éventuellement dans un journal d'annonces légales et / ou presse spécialisée
- Le principe de l'enveloppe unique est retenu
- Intervention de la commission d'appel d'offres
- Acte administratif d'approbation du marché : délibération du conseil municipal

## **Etape 1 : Numérotation**

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet par le service acheteur.

## **Etape 2 : Publicité obligatoire**

- ✓ L'avis d'appel public à la concurrence est rédigé par le service de la Commande Publique.
- ✓ La publicité est obligatoirement diffusée sur Internet, sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics, au JOUE, au BOAMP et éventuellement dans un journal d'annonces légales. Une publication dans un journal spécialisé correspondant à l'objet et aux caractéristiques du marché est effectuée autant que de besoin.

## **Etape 2 : Rédaction du DCE**

- ✓ Les pièces administratives du DCE seront rédigées par le service de la Commande Publique.
- ✓ A cet effet, le service déposera, après visa du directeur et directeur général adjoint, au service de la Commande Publique son dossier technique « papier », à savoir :
  - Fiche-marché complétée
  - Bordereau de prix et détail quantitatif estimatif ou DPGF, CCTP et autres pièces techniques
  - N° de bons de commande pour les parutions dans les journaux hors BOAMP
- ✓ Toutes les pièces qui constitueront le DCE devront également être transmises sous format informatique afin de les mettre à disposition des entreprises sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics

### **Etape 3 : Réception des offres**

- ✓ Les plis seront déposés au service de la Commande Publique
- ✓ Délais de publicité prévus par le Code des marchés publics.

### **Etape 4 : Ouverture des offres**

- ✓ La séance d'ouverture des plis se tient sur convocation du service de la Commande Publique conformément aux arrêtés de délégation.

### **Etape 5 : Analyse des offres et désignation de l'attributaire**

#### 1/Analyse des candidatures

- ✓ Le service de la Commande Publique procède à une vérification des documents administratifs fournis à l'appui de la candidature.
- ✓ Le service instructeur analyse les candidatures au vu des critères de sélection des candidatures indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence.

#### 2/ Analyse des offres

- ✓ Le service instructeur analyse les offres déposées. Il rédige à cet effet un rapport d'analyse des offres.
- ✓ La commission d'appel d'offres peut rejeter les candidatures qu'elle juge insuffisantes et désigne l'attributaire.

### **Etape 6 : Information des candidats**

- ✓ Des lettres de plaisir et des lettres de regret sont envoyées aux entreprises ayant soumissionné.
- ✓ Le délai légal de suspension de la signature entre la réception des lettres de regret par les candidats non retenus et la date de signature du marché est respecté.

### **Etape 7: Délibération du conseil municipal et transmission en Préfecture**

- ✓ Le service gestionnaire (ou « maître d'ouvrage ») prépare la délibération du Conseil municipal.
- ✓ La délibération est déposée en Préfecture puis transmission du marché accompagné de la délibération. à la Préfecture

### **Etape 8 : Notification**

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché signées sont envoyées par le service de la Commande Publique à l'entreprise retenue.

### **Etape 9: Diffusion aux services**

- ✓ Le service de la Commande Publique transmet des exemplaires du marché à la Direction des finances et au service gestionnaire.

## **Etape 10: Archivage et recensement**

- ✓ L'archivage de l'original du marché, de toutes les pièces relatives à la procédure de passation ainsi que des offres non retenues est effectué par le service de la Commande Publique.

# PROCEDURES FORMALISEES

## (pour mémoire)

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	Numérotation	
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité		Délais de publicité prévus par le Code des marchés publics
Ouverture des plis Signature des pièces		Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Passage en CAO	Etablissement du rapport d'analyse des offres	Convocation de la CAO et vérification du rapport d'analyse des offres
Acte administratif	Délibération du conseil municipal	
Archivage		Oui

# RECAPITULATIF GLOBAL

## REPARTITION ENTRE SERVICES

Services

Service de la Commande Publique

	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	Procédures formalisées
Nomenclature					
Dossier de consultation					
Mise en concurrence/ Publicité					
Ouverture des plis					
Notification					
Acte administratif					
Archivage					

## **B- LES MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 30 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

## PREAMBULE

L'article 30 du Code des Marchés Publics prévoit que les marchés et accords-cadres ayant pour objet des prestations de services qui ne sont pas mentionnées à l'article 29 peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 28.

La procédure est dite « adaptée » dans la mesure où ses modalités sont librement fixées par chaque pouvoir adjudicateur en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat.

Le présent règlement vient donc préciser les règles applicables aux marchés relevant de l'article 30



## LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 30

Les services relevant de l'article 29 sont limitativement fixés par le code des marchés publics.

A défaut, c'est l'article 30 qui s'applique.

Cette définition « en creux » permet de ne pas figer la catégorie des services relevant de l'article 30. Elle ne doit cependant pas faire croire à une trop grande liberté d'appréciation, les directives communautaires balisant de manière assez précise les domaines concernés.

Il convient en effet de se référer aux catégories de services énumérés en annexe de la directive 2004/18/CE. Cette annexe renvoie à la nomenclature CPV (Common Procurement Vocabulary) qui prévoit un système de classification unique pour tous les marchés publics.

Les marchés de services qui entrent dans le champ d'application de l'article 30 ressortent de domaines aussi variés que **les services d'éducation, de qualification et d'insertion professionnelles, les services récréatifs, culturels et sportifs, les services sociaux et sanitaires ou encore les services juridiques.**

### **Article 29 CMP**

*« Sont soumis, en ce qui concerne leur passation, aux règles prévues par le présent titre les marchés publics et les accords-cadres ayant pour objet les services énumérés ci-dessous :*

- 1. Services d'entretien et de réparation ;*
- 2. Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier, à l'exclusion des services de transports ferroviaires*
- 3. Services de transports aériens de voyageurs et de marchandises ;*
- 4. Services de transports de courrier par transport terrestre et par air ;*
- 5. Services de communications électroniques ;*
- 6. Services financiers : services d'assurances, services bancaires et d'investissement, sous réserve des dispositions des 3° et 5° de l'article 3 ;*
- 7. Services informatiques et services connexes ;*
- 8. Services de recherche-développement, sous réserve des dispositions du 6° de l'article 3 ;*
- 9. Services comptables, d'audit et de tenue de livres ;*
- 10. Services d'études de marché et de sondages ;*

- 11. Services de conseil en gestion et services connexes (sauf services d'arbitrage et de conciliation) ;*
- 12. Services d'architecture ; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie ; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère ; services connexes de consultations scientifiques et techniques ; services d'essais et d'analyses techniques ;*
- 13. Services de publicité ;*
- 14. Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés ;*
- 15. Services de publication et d'impression ;*
- 16. Services de voirie et d'enlèvement des ordures, services d'assainissement et services analogues. »*
- 17. Services de télécommunications*

Pour plus de précisions, les services peuvent utiliser le tableau de restitution des besoins accessible sur intranet afin de définir, agrégat par agrégat, quelles prestations dépendent de l'article 30.

# LES REGLES GENERALES APPLICABLES AUX MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 30

## L'organisation interne à la ville de Montpellier

Comme tous les marchés publics de la ville, ceux relevant de l'article 30 du code des marchés obéissent à la même organisation interne :

- Les marchés de moins de 90 000 euros HT sont pris en charge par les services
- Les marchés de plus de 90 000 euros HT sont pris en charge par le service de la commande publique.

## L'absence de computation

En raison de la spécificité des services concernés, il est difficile de leur trouver un caractère homogène.

Sur cette base, la circulaire ministérielle du 29 décembre 2009 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (JO n°0303 du 31 décembre 2009) prévoit « *Le montant des marchés de service non prioritaires passés en application de l'article 30 du code des marchés publics est évalué, sans qu'il soit fait référence à la notion de service homogène, mais marché par marché.* »

**Il est donc proposé pour le moment, et dans l'attente de précisions jurisprudentielles, d'appliquer la solution présentée par les services de l'Etat et d'apprécier les montants marché par marché sans computation**

## Une procédure adaptée

**Le principe : renvoi au règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée**

L'article 30 du code des marchés publics renvoie à l'article 28 relatif aux marchés à procédure adaptée.

*« I. - Les marchés et les accords-cadres ayant pour objet des prestations de services qui ne sont pas mentionnées à l'article 29 peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 28. »*

Cette disposition laisse une certaine marge d'appréciation à chaque collectivité pour définir les règles applicables. En effet, les seules obligations imposées par le code sont :

- La nécessité de définir préalablement ses besoins
- Pour les marchés de plus de 200 000 €, la définition de spécifications techniques, l'intervention de la commission d'appel d'offres et la rédaction d'un avis d'attribution.

Le caractère adapté, s'il permet un certain allègement, ne doit pas faire oublier que le principe de base fondant toute la commande publique est celui de la transparence et de la mise en concurrence comme garantie de l'usage rationnel des fonds publics. Or, les prestations relevant de l'article 30 n'échappent pas, par nature, au champ concurrentiel.

*« Les marchés publics et les accords-cadres soumis au présent code respectent les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. Ces obligations sont mises en œuvre conformément aux règles fixées par le présent code.*

Dès lors, sur cette base et dans un souci de cohérence et d'homogénéisation de la commande publique de la Ville, les services devront par principe appliquer aux marchés relevant de l'article 30 les mêmes règles de passation que celles applicables aux marchés à procédure adaptée (cf la partie précédente du règlement intérieur).

Les services devront donc pour chaque marché relevant de l'article 30, appliquer le niveau de procédure (MAPA 1,2, 3,) correspondant à son montant (non computé). En ce qui concerne les marchés d'un montant supérieur à 200 000 euros, la procédure suivie sera définie d'un commun accord entre le service de la Commande Publique et le service acheteur.

### **Les adaptations ponctuelles placées sous la responsabilité des services**

Dans des cas ponctuels, quand la spécificité du marché ne permet pas de respecter les procédures homogènes prévues par le règlement intérieur, les services pourront ne pas appliquer ce dernier et définir des règles de passation différentes et mieux adaptées.

Ces exceptions sont placées sous la responsabilité de chaque direction maître d'ouvrage qui doit être en mesure de pouvoir justifier à n'importe quel moment de la spécificité du marché et de la nécessité de ne pas respecter le guide de procédure.

En tout état de cause, la procédure de passation organisée par la direction ne peut en aucun cas être motivée par une volonté d'amoindrir le respect des objectifs de transparence et de mise en concurrence mais simplement permettre que cette mise en concurrence soit effectuée de manière plus adéquate à l'objet du marché.

# **C-LES MARCHES PASSES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE**

**Les services pourront conclure des marchés sans publicité ni mise en concurrence dans les cas strictement et limitativement définis par le Code des Marchés Publics.**

*Code des Marchés Publics- Article 28 (version consolidée au 09 décembre 2011)*

*Le pouvoir adjudicateur peut décider que le marché sera passé sans publicité ni mise en concurrence préalables :*

- dans les situations décrites au II de l'article 35*
- lorsque ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet du marché, de son montant ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.*
- si son montant estimé est inférieur à 15 000 euros HT. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il veille à choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.*

De telles dérogations aux principes de transparence et de mise en concurrence doivent, bien sur, respecter strictement les conditions posées par la Code des Marchés Publics.

Elles devront à ce titre faire l'objet d'une justification écrite, dûment motivée et validée hiérarchiquement.



## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Report d'affectation de subventions votées en 2011

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2011, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ceci concerne notamment les subventions concernant les projets (manifestations, travaux, etc...) dont le versement nécessite la production des éléments définitifs du dossier. Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 644 528.30 €, et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement conclue.

### Commission Handicap

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1108	Association Valentin Haüy	F	500	500
			<b>Total</b>	<b>500</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17562, nature 6574, chapitre 925.

### Commission Santé

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
2021	Association des Familles de Traumatismes Crâniens LR	F	1 600	1 600
4200	Association Envie	F	5 000	2 500
5444	Société Française d'Etude et de Traitement des Brûlures	M	4 000	1 200
5577	Centre Hospitalier Régional de Montpellier	M	6 000	6 000
			<b>Total</b>	<b>11 300</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

## Commission Solidarité

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
3628	Adages Parenthese Espace Famille	F	5 000	2 500
4901	Promotion Activites Comites Entreprises	F	28 000	14 000
1068	Secours Populaire Français Montpellier	F	8 000	4 000
			<b>Total</b>	<b>20 500</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17564, nature 6574, chapitre 925.

## Commission Cohésion Sociale

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
4908	Face Hérault	F	5 000	5 000
1968	Idéokilogramme	M	4 000	1 200
1155	ADAGES Animation Collective des Familles	F	11 500	5 750
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	M	10 550	8 275
5171	Association Aléthéia	M	5 800	5 400
4284	Lieux Ressources Montpellier	M	5 000	1 500
1281	Kaïna	M	2 000	2 000
4498	Propulsion	F	2 800	2 800
5098	Association De Tout Coeur	M	2 800	2 800
5500	Amicale des retraités de Paul Valéry	F	1 500	1 500
5457	Institut Paul Félix Lazarsfeld	F	67 000	33 500
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	M	4 246	1 273,80
1562	Adages - Maison du Logement	M	3 500	3 500
3185	La Compagnie du Pas'sage - Rencontres Scène Jeunesse	M	1 000	1 000
4533	Jeunesse sans Frontières	M	1 000	1 000
71	I.Projet-Echanges Internationaux Culture Citoyenneté	M	4 000	1 200
661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	M	9 000	2 700
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	M	10 000	3 000
1281	Kaïna	M	4 000	1 200
1464	Cesam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	M	5 000	1 500
1650	amitié partage et citoyenneté	M	1 000	1 000
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	M	6 500	1 950
2575	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	M	5 000	1 500
2776	Déclic Familles et Toxicomanies	M	5 000	1 500
2920	Comité d'Animation et de Prévention Gély-Figuerolles	M	1 000	1 000
3628	Adages Parenthèse Espace Famille	M	5 000	1 500
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education - ACLE	M	4 000	1 200
4122	Espace Echange et Entraide des Jeunes Diplômés	M	1 500	1 500
4163	Via Voltaire	M	7 000	2 100
4163	Via Voltaire	M	7 000	2 100
4388	Le Passe Muraille	M	5 000	1 500
4472	La Vista Théâtre de la Méditerranée	M	5 000	1 500
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	M	3 500	1 050
4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	M	3 500	1 050
4900	Association Nationale Compagnons Bâtisseurs Ets LR	M	5 000	1 500
4908	Face Hérault	M	5 000	1 500
4955	Musiques sans Frontières	M	4 000	1 200
5214	Institut Formation insertion Méditerranée	M	3 500	1 050
			<b>Total</b>	<b>111 798,80</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11857, nature 6574, chapitre 925.

## Commission Jeunesse Ville Etudiante

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
3219	Internes en Pharmacie Hopitaux Montpellier Nîmes (AIPHMN)	M	1 000	1 000
5453	AFORCUMP	M	1 900	1 900
5490	DIVERSITE PAYSANNE	M	1 000	1 000
409	Jouons en Ludothèques	M	2 000	2 000
			<b>Total</b>	<b>5 900</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924.

## Commission Action internationale et jumelage

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1726	Gabonais du Languedoc Roussillon	M	200	200
2984	Coup de soleil Languedoc Roussillon	F	500	500
931	Saint-Martin Gazelec Montpellier	M	1 500	1 500
5072	Gestion Maison de Montpellier à Heidelberg	F	45 000	9 000
1397	Maison de l'Europe	F	3 000	3 000
			<b>Total</b>	<b>14 200</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
5072	Gestion Maison de Montpellier à Heidelberg	I	5 000	5 000
			<b>Total</b>	<b>5 000</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 14602, nature 2042, chapitre 900.

## Commission Droit au logement

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1784	Agence Immobiliere à Vocation Sociale	F	6 200	3 100
3328	ADIL de l'Herault	F	36 000	7 200
			<b>Total</b>	<b>10 300</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

## Commission Qualité de l'espace public

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1585	C mai	M	850	850
			<b>Total</b>	<b>850</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

## Commission Emploi et développement économique et commercial

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
4388	Le Passe Muraille	I	61 285	61 285
			<b>Total</b>	<b>61 285</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne

## Commission Egalité des droits et des devoirs

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
5233	Conseil Departemental de l'Acces au Droit	F	3 700	1 850
			<b>Total</b>	<b>1 850</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

## Commission Vie associative

644

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1530	Club de la Presse Montpellier Herault Languedoc Roussillon	F	20 000	10 000
4802	Arceaux vers la Vie Active	M	250	250
4605	Comite de Quartier Clerondegambe	M	4 000	1 200
2012	Association de Quartier Beaux Arts Pierre Rouge	M	600	600
516	Asso Départ. des Comités Communaux des feux de Forêts de l'Hérault	F	500	500
121	Majorettes Impériales de Montpellier	F	3 000	3 000
2796	Comité de Quartier Pasquier - Don Bosco	F	500	500
931	Saint Martin Gazelec Montpellier	M	500	500
1979	Association Mieux Vivre La Marquerose	M	1 000	1 000
3791	Association A l'Ecoute Saint Martin Pres d Arenes	M	700	700
3972	Cercle Culturel Languedocien	F	2 000	2 000
4038	Club Pyramide Philaé 34	F	300	300
2882	Etincelle Languedoc Roussillon	M	5 000	5 000
1596	Association Culturelle Jumelage Montpellier Tlemcen	F	2 000	2 000
			<b>Total</b>	<b>27 550</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920 .

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
292	Mandarine	I	2 400	2 400
			<b>Total</b>	<b>2 400</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 14602, nature 2042, chapitre 900.

#### Commission Exclusion

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1068	Secours Populaire Français Montpellier	F	35 000	7 000
1664	L Avitarelle	F	92 000	18 400
3359	Mouvement du Nid	F	7 700	3 850
			<b>Total</b>	<b>29 250</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925.

#### Commission Droit des femmes Petite enfance

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
1909	Centre d Information des Droits des Femmes et Familles CIDF	F	20 000	10 000
4807	Association Tin Hinan	F	3 500	1 750
4887	Adages Relais Parental Les Lilas	F	7 600	3 800
			<b>Total</b>	<b>15 550</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

#### Commission Réussite éducative

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
406	La Diagonale du Sud MTP ex Montpellier Echecs	M	6 300	1 890
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	M	4 800	1 440
467	Le Relais Maison des Enfants dans la Ville	F	5 000	2 500
1281	Kaïna	M	3 500	1 050
4034	Agir, Lire, Coordonner, Intervenir ALCI 34	F	5 000	2 500
4599	Artisans de Nouveaux Developpements	F	500	500
5011	Cantar e Dansar	F	67 000	13 400
5097	Les Enfants d Helene	F	5 000	2 500
5430	Organisation pour la défense des droits de l'enfant	M	1 000	1 000

5304	OCCE Ecole Marie de Sevigné	M	2 378,50	2 378,50
1833	Franças du Languedoc-Roussillon	M	10 000	10 000
1424	Collège Las Cazes	M	4 000	1 200
			<b>Total</b>	<b>40 358,50</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

#### Commission Culture

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
529	La Friche à Mimi	M	4 000	1 200
3005	Sonorités	M	5 000	1 500
5151	Estampe	M	4 000	1 200
			<b>Total</b>	<b>3 900</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, chapitre 923.

#### Commission Sports

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
2466	A.S. Cevennes	M	1 700	1 700
25	Cristals Les Petits Debrouillards	M	3 300	990
4265	Attitude	M	3 600	1 080
128	Montpellier Handball	F	68 600	13 720
278	Montpellier Arc Club	M	4 000	1 200
963	CEP Montpellier Gym	F	34 300	6 860
978	Entente Sportive Bouliste de Montpellier	M	9 000	2 700
1785	Comite d Organisation Forum Sportif et Culturel COFSEC	F	12 250	6 125
1850	Montpellier Herault Rugby Club	F	115 000	23 000
2139	ASPTT Montpellier	F	69 580	13 916
2260	Montpellier Club Handisport	F	16 660	8 330
2608	Racing Club Lemasson Montpellier	F	5 000	2 500
3568	Montpellier Basket Mosson	F	13 230	6 615
3933	Montpellier Roller Hockey Club	F	9 800	4 900
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	F	4 000	2 000
702	Montpellier Beach Volley	M	6 000	6 000
917	MUC Volley-Ball	F	24 500	12 250
1104	Montpellier Hérault Sport Club	F	14 700	7 350
979	Société Bouliste Montpelliéraine	M	500	500
1238	Montpellier A M Judo	F	4000	4 000
1549	Comité Départemental Sport Adapté	F	3 000	3 000
4913	Association Sportive Atlas Paillade	F	3000	3 000
5523	Idalio Polva Es	F	2 800	2 800
1195	Lions Club Montpellier Languedoc	M	3 000	3 000
			<b>Total</b>	<b>137 536</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

#### Commission Finances

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
3486	GIP DSUA	M	12 500	3 750
237	Union Locale CGT	F	5 000	5 000
239	FO Union Locale Syndicats	F	5 000	5 000
227	Théâtre Talhers Production la Rampe Tio	F	3 500	1 750
537	Eglise réformée de Montpellier	M	20 000	6 000
5455	Club des croisières de Sète	M	10 000	10 000

5576	Fondation EPF	M	50 000	50 000
	Villes universitaires de France	F	3 000	3 000
			<b>Total</b>	<b>84 500</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 18891, nature 6574, chapitre 920.

N°Asso.	Nom association	Nature subv.	Accordé	A reporter
3620	Université Montpellier I	I	200 000	60 000
			<b>Total</b>	<b>60 000</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 11914, nature 2042, chapitre 900.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'adopter l'affectation des subventions indiquées ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou, le cas échéant, des conventions notifiées en 2011 ;
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : 7/02/2012**



## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Attributions de subventions Exercice 2012

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Ces attributions de subventions sont assorties d'engagements définis par la réglementation en vigueur et par les documents suivants qui garantissent la bonne utilisation des deniers publics, ainsi :

- Les structures bénéficiaires d'une subvention inférieure ou égale à 3 000 € transmettront, par mesure de simplification administrative, une lettre d'engagement dont le modèle est annexé à la présente délibération ;
- Les structures bénéficiaires d'une subvention supérieure à 3 000 € s'engageront sur la base d'une convention avec la Ville de Montpellier. Trois modèles de conventions (selon le type de subvention : fonctionnement, projet ou équipement) sont annexés à la présente délibération.

Les subventions se répartissent en trois catégories :

- Subvention de fonctionnement (F) pour la gestion des activités courantes de l'association ;
- Subvention pour une manifestation ou un projet (M) pour les frais liés à une manifestation, un tournoi, une conférence, une exposition.. .
- Subvention pour un investissement pour la réalisation de travaux, l'acquisition d'un véhicule ou du gros matériel (I).

Les sommes allouées sont inscrites au budget de la Ville au titre de l'exercice 2012 et se répartissent comme suit :

↓ **Attributions de subventions dans le cadre du handicap :**

N° Asso.	Association	Nature	Montant
4861	Améthyste	F	5 000 €
703	Association des Donneurs de Voix	F	2 400 €
1058	Association des Paralysés de France	F	16 000 €
2136	Association Gem Lesseps	M	800 €
697	Association pour Personnes en Situation de Handicap	F	10 000 €
2099	Association Socioculturelle Bilingue Frederic Peyson	M	1 000 €
1108	Association Valentin Haüy	F	500 €
3246	Atelier Handicap Habitat	M	1 500 €
700	Auxiliaire des Aveugles	F	800 €
4652	Cap Horizon	F	500 €
5325	Cie Atelier Gulliver	M	500 €
696	Comité Liaison des Associations de Personnes Handicapées	F	10 000 €
1543	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	F	5 000 €
1936	Roule Nature	F	2 500 €
2827	Sésame Autisme Hérault	F	1 500 €
582	Surdi 34 Déficients Auditifs	F	400 €
699	Union des Aveugles et Handicapés de la Vue de Montpellier	F	12 000 €
5475	Union des seniors sourds Montpellier Hérault	M	500 €
5470	Union pour la promotion de tous les talents	M	1 000 €
		<b>Total</b>	<b>71 900 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17562, nature 6574, chapitre 925.

↓ **Attributions de subventions dans le cadre de la santé:**

N° Asso.	Association	Nature	Montant
----------	-------------	--------	---------

1803	AFM Coordination Téléthon	F	1 000 €
2277	Aide aux Cancers et Leucémies chez l'Enfant - La Clé	F	500 €
3864	Alcool Assistance La Croix d'Or de l'Hérault	F	1 000 €
164	Amicale Languedoc Roussillon des Insuffisants Respiratoires	F	1 000 €
132	Amis de la Bibliothèque des Hôpitaux de Montpellier	F	800 €
4874	Andeva-FT	F	2 500 €
5469	Asso Dpt Le dispensaire de l'ostéophtie de l'HéraultT	M	500 €
4903	Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	F	1 000 €
5520	Association de prévention en orthophonie de l'Hérault	M	500 €
681	Association des Diabétiques de l'Hérault	F	3 000 €
2021	Association des Familles de Traumatisés Crâniens LR	F	1 500 €
4200	Association Envie	F	5 000 €
4452	Association pour le Développement des Soins Palliatifs	F	300 €
578	Avenir Santé	M	12 000 €
710	Centre de Réflexion et d'Action Psycho-sociale	F	4 200 €
1464	Cesam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé	F	3 000 €
1024	Chemins des Alliances	F	300 €
1956	Comité Féminin 34	F	1 500 €
2776	Déclit Familles et Toxicomanies	F	8 000 €
2575	Ecole des parents et des éducateurs de l'Hérault	M	3 000 €
2882	Etincelle Languedoc-Roussillon	M	2 500 €
1948	France Alzheimer Hérault	F	1 000 €
3527	Groupe des Aphasiques de Montpellier et de l'Hérault	F	500 €
1480	Info Don 34	F	500 €
155	Intervalle - Jalmalv Montpellier	F	2 500 €

723	Jalmav Crersi	F	3 000 €
2162	Kokcinelo	F	1 200 €
657	La Cordée	F	2 500 €
4242	Médecins du Monde Missions en France	F	1 000 €
1734	Musika	F	1 000 €
2814	Opérés du Coeur et Malades Cardiaques	F	1 500 €
1945	Pharmacie Humanitaire Internationale Hérault	F	5 000 €
2874	Réduire les Risques	F	4 000 €
1425	Rire Clowns pour Enfants Hospitalisés	F	4 000 €
3254	Santé et Solidarité	F	2 500 €
674	SOS Amitiés Montpellier Languedoc	F	1 800 €
5514	Soutien Lait	F	1 000 €
3317	SPHERES Soins Palliatifs Hôpital et Réseaux Externes de Santé	F	3 000 €
4406	Vivre Mieux le Lymphoedème	F	500 €
		<b>Total</b>	<b>89 600 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **17563, nature 6574, chapitre 925.**

↓ **Attributions de subventions dans le cadre de la solidarité:**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
3628	Adages Parenthèse Espace Famille	F	5 000 €
4529	Aide aux Personnes en Difficulté	F	2 750 €
3530	ALMA-HERAULT	F	1 000 €
343	Association de Solidarité avec les Travailleurs Migrants	F	5 000 €
2800	Association Nous	F	10 000 €
2030	Association Vie et Animation	F	800 €
1742	Astrée	F	1 000 €

4773	DE.F.I Développement, Formation, Insertion	F	8 000 €
2882	Etincelle Languedoc-Roussillon	F	3 000 €
369	Institut de Victimologie du Languedoc-Roussillon	F	1 000 €
4279	J'Ose Lire et Clair de Plume	F	1 300 €
618	La Clé des Chants	F	500 €
4636	Le Peyrou les seniors en action	F	400 €
2101	Lieux Ressources Montpellier	F	3 000 €
1539	Pain de l'Espoir	F	1 500 €
4901	Promotion Activités Comites Entreprises	F	20 000 €
2838	Union Française des Retraités de l'Hérault	F	1 200 €
4163	Via Voltaire	F	18 000 €
		<b>Total</b>	<b>83 450 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17564, nature 6574, chapitre 925.

✚ **Attributions de subventions dans le cadre des anciens combattants :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
512	Amicale des Transmetteurs du Languedoc-Roussillon	F	200 €
4303	Amis Fondation Mémoire Déportation Hérault	F	300 €
2079	Anciens Marins et Marins Anciens Combattants de Montpellier	F	200 €
1760	Association des Combattants de l'Union Française	F	200 €
528	Association des Déportés Internés et Familles de Disparus - HLT	F	200 €
1081	Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants	F	200 €
495	Association Républicaine des Anciens Combattants	F	200 €
1203	Association Rhin et Danube	F	200 €
540	Fédération des Anciens Combattants Algérie-Maroc-Tunisie	F	1 220 €
1204	Fondation Maréchal de Lattre	F	200 €

590	Les Fils des Tués de l'Hérault	F	200 €
4845	Souvenir Français Comité de Montpellier	F	600 €
617	La 177ème Section des Médailleurs Militaires	F	200 €
5508	ULAC MONTPELLIER	F	200 €
		<b>Total</b>	<b>4 320 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **21363, nature 6574, chapitre 920.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de la cohésion sociale:**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
1155	ADAGES Animation Collective des Familles	F	11 500 €
5500	Amicale des retraités de Paul Valery	F	1 500 €
1650	Amitié Partage et Citoyenneté	M	2 000 €
1392	Asso des Citoyens Méditerranéens pour Echanges et Développement	F	2 000 €
5412	Association Assalam de St Martin	F	1 500 €
2971	Association de Médiation Pénale Montpelliéraine	F	5 000 €
5202	Association Justice pour le Petit Bard	F	4 500 €
2920	Comité d'Animation et de Prévention Gély-Figuerolles	M	6 000 €
4908	Face Hérault	F	5 000 €
3210	Force Citoyenne Culturelle et Sportive	F	3 000 €
1914	La Porte Ouverte	F	5 000 €
5418	Partage	F	2 000 €
429	Raiponce	F	3 000 €
4907	Réseau Accueil Insertion Hérault	F	2 000 €
		<b>Total</b>	<b>54 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **11857, nature 6574, chapitre 925.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de la jeunesse et ville étudiante :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
---------	-------------	--------	---------

290	Argos	M	2 500 €
5503	Association des étudiants en musicothérapie de Montpellier	F	141 €
5552	Association Globe all risques	F	500 €
2094	Association Sin	M	2 000 €
625	Eclaireurs et Eclaireuses de France	F	3 000 €
195	Eclaireuses Eclaireurs Unionistes de France	F	1 500 €
5370	Env Agrotech	M	500 €
3675	Essor savoirs et partage	F	4 500 €
5210	groupement de coopération sociale, médico-sociale MDA 34	F	30 000 €
4488	Montpellier contre la Violence	F	1 000 €
4754	Réseau Actions Jeunes LR	F	500 €
4754	Réseau Actions Jeunes LR	M	500 €
4754	Réseau Actions Jeunes LR	M	1 000 €
4863	Scouts et Guide de France - Ste Bernadette	F	1 500 €
633	Scouts et Guides de France	F	3 000 €
5544	Scouts musulmans de France MPL	F	3 000 €
4867	SOS Jeunes	F	10 000 €
586	UEAM UNEF	F	6 000 €
		<b>Total</b>	<b>71 141 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelage :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
2822	Accordanse	M	700 €
1710	Amicale Arménienne de Montpellier et sa Région	F	500 €
630	Amitié Franco-Malgache - Fihavanana	F	500 €

4355	Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault	M	500 €
1608	Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier	M	400 €
1608	Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier	M	400 €
400	Amitiés Russes et avec les Peuples de l'ex URSS	M	400 €
1005	Artisans du Monde	F	200 €
1057	Assiana	M	500 €
4826	Association Colonia Espagnola de Montpellier	M	500 €
1800	Association Nessma	M	500 €
1847	Centre de documentation tiers monde	F	3 000 €
5247	Collectif Alba Amerique Latine	M	200 €
2984	Coup de soleil Languedoc-Roussillon	F	500 €
1975	Espace Rencontres Internationales Artistiques	M	500 €
1223	Eurasia	F	500 €
548	Euro-Grèce France	F	1 000 €
1073	France-Israël - Alliance Général Koenig	F	500 €
5072	Gestion Maison de Montpellier à Heidelberg	F	45 000 €
4816	I Dilettanti	M	500 €
1968	Idéokilogramme	M	1 500 €
3756	Les Amis de la Bulgarie	M	200 €
1396	Maison de Heidelberg	F	15 000 €
1397	Maison de l'Europe de Montpellier	F	20 000 €
3976	Maison de Montpellier à Chengdu	F	100 000 €
456	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	M	1 500 €
456	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	F	11 000 €
420	Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples	F	500 €

3873	Service des Traducteurs d'Urgence	F	2 700 €
1949	Théâvida	M	200 €
3	Unicef	F	1 000 €
		<b>Total</b>	<b>210 400 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **1350, nature 6574, chapitre 920.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
4900	Association Nationale Compagnons Bâisseurs Ets LR	M	9 000 €
3259	Concorda Logis	F	33 000 €
2767	Confédération Générale du Logement Union Départementale 34	F	900 €
1139	Confédération Nationale du Logement Fédération de l'Hérault	F	2 400 €
244	Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier CLCV	F	8 000 €
1347	Ecohabitons	F	200 €
4908	Face Hérault	M	2 000 €
4151	Habitat et Humanisme Hérault	F	2 200 €
4904	Habiter Enfin	F	800 €
		<b>Total</b>	<b>58 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **16191, nature 6574, chapitre 928.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	F	2 000 €
4031	Etat des Lieux	F	1 000 €
262	Les Ecologistes de l'Euzière	M	1 000 €
1457	Paillade Mosson Coulée Verte	F	3 000 €
344	Terre Nourricière	M	3 000 €
		<b>Total</b>	<b>10 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **2375, nature 6574, chapitre 928.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de l'emploi et du développement économique et commercial :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
1957	Acaplos	M	500 €
1957	Acaplos	F	500 €
1196	Asso Emploi Développement Entreprises Boutique Gestion	M	2 000 €
33	Asso Euro Méditerranéenne pour le Travail et les Echanges	F	2 700 €
729	Asso Pour Le Droit a l'Initiative Economique	F	3 000 €
4664	Association des Marchés Paysans de l'Hérault	F	300 €
211	Bricabrac Ars Fabric	F	6 000 €
77	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	M	3 000 €
1878	Comité de Montpellier d'Entraide Membres Légion d'Honneur	M	1 000 €
2725	CREER - Maison des Chômeurs	F	4 000 €
4908	Face Hérault	M	5 000 €
4657	Faciliter l'Insertion Professionnelle des Jeunes Diplômés	M	4 000 €
1084	Jeune Chambre Economique de Montpellier	F	1 500 €
3546	Les Voies des Palais	M	500 €
3546	Les Voies des Palais	F	500 €
4623	Pléiades Emploi Service Hérault	F	10 000 €
3135	Quartier de l'Ancien Courrier - Associations des Commerçants	F	2 000 €
1732	Senioroboulo.com	M	1 500 €
1732	Senioroboulo.com	F	500 €
249	UFC Que Choisir	F	2 000 €
		<b>Total</b>	<b>50 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **2390, nature 6574, chapitre 928.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier Territoire Numérique :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
5573	CNRS (laboratoire art-dév - UMR5281)	M	50 000 €
	Club business LR 34	M	3 500 €
292	Mandarine (ex Autopartage Montpellier)	M	15 000 €
		<b>Total</b>	<b>68 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **21364, nature 6574, chapitre 920.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de l'égalité des droits et des devoirs :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
4559	Asso Départementale de Défense des Familles et de l'Individu	F	800 €
661	Asso Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes	F	8 000 €
4618	Association des Nouveaux Gais et Lesbiennes	F	400 €
3318	Association Nationale le Refuge Délégation Montpellier	F	6 500 €
1253	Association Prévention Routière	F	1 600 €
3308	Caraïbe Afrique Solidarité Etudiante - LA CASE	M	2 000 €
1150	Cimade - Service Œcuménique d'Entraide	F	4 000 €
5233	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	F	3 700 €
5233	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	M	800 €
4786	Lesbian and Gay Pride Languedoc-Roussillon	F	5 000 €
4786	Lesbian and Gay Pride Languedoc-Roussillon	M	2 500 €
2076	Ligue contre la Violence Routière Section Hérault	F	3 000 €
514	Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen	F	1 500 €
419	Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme	F	5 000 €
		<b>Total</b>	<b>44 800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **1398, nature 6574, chapitre 925.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de l'économie des ressources et du patrimoine:**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
---------	-------------	--------	---------

3230	Maison de l'Architecture du Languedoc Roussillon	M	3 000 €
3230	Maison de l'Architecture du Languedoc Roussillon	M	500 €
4254	Patrimoine et Architecture	F	1 300 €
1456	Architecture et Maître d'Ouvrages	M	1 000 €
		<b>Total</b>	<b>5 800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **988, nature 6574, chapitre 920.**

↓ **Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
4840	ADEQV Quartiers Petit Bard Pergola	F	500 €
1772	Alger Club Les Enfants Les Amis	F	1 200 €
2301	Amicale Belabbésienne d'Aide et Solidarité	F	600 €
1894	Amicale des Anciens du Maroc en Languedoc	F	1 200 €
368	Amicale des Corses de Montpellier	F	1 000 €
361	Amicale des Lozériens de Montpellier	F	500 €
2698	Amicale Français d'Outre-Mer et leurs Amis	F	1 200 €
1453	Amicale Héraultaise des Enfants de Bone et de Constantine	F	1 200 €
92	Amicale Lou Clapas	F	300 €
4747	Animation et Vie des Aubes	F	500 €
4747	Animation et Vie des Aubes	M	200 €
4802	Arceaux Vie Active	F	250 €
4802	Arceaux Vie Active	M	250 €
308	Asso des Habitants et Travailleurs de la Paillade	F	500 €
5182	Asso des Riverains de la rue de Fontcouverte et rues Adjacentes	F	300 €
3791	Association A l'Ecoule Saint Martin Prés d'Arènes	F	500 €
1907	Association Culturelle Judéo Musulmane du Languedoc Roussillon	F	300 €

2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	M	600 €
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	F	500 €
509	Association des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes	F	500 €
3160	Association des Quartiers des Marels II, Pergola, Aiguelongue	M	450 €
1248	Association des Résidents d'Antigone - ADRA	F	500 €
1248	Association des Résidents d'Antigone - ADRA	M	300 €
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	F	800 €
474	Association La Gerbe	F	13 000 €
1979	Association Mieux Vivre la marquerose	F	500 €
388	Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent Montpellier	F	500 €
515	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	F	1 500 €
5463	Bagat'elles Comité de Quartier Bagatelle	M	700 €
4535	Bien Vivre au Courreau et au Plan Cabanes	F	500 €
3679	Bout'Entrain	F	500 €
3679	Bout'Entrain	M	200 €
1029	Centre 665	F	12 250 €
1430	Centre d'Animation Culturelle du Quartier Saint François	F	500 €
3632	Cercle Culturel Amis de Malte du LR et Amicale Anciens de Tunisie	F	1 200 €
3324	Cercle des Anciens de l'Etoile Bleue de Montpellier	F	400 €
1530	Club de la Presse Montpellier Hérault Languedoc-Roussillon	F	20 000 €
991	Club des Chiffres et des Lettres de l'Hérault	F	300 €
4038	Club Pyramide Philaé 34	F	300 €
4737	Club Question pour un Champion Montpellier	M	300 €
1554	Comité de Quartier Aiguelongue et Justice en Chœur	F	300 €
1554	Comité de Quartier Aiguelongue et Justice en Chœur	M	300 €

4605	Comité de Quartier Clerondegambe	F	500 €
2011	Comité de Quartier Croix d'Argent-Sabines	F	500 €
322	Comité de Quartier de Celleneuve	F	500 €
325	Comité de Quartier de la Chamberte	F	200 €
325	Comité de Quartier de la Chamberte	M	700 €
3440	Comité de Quartier de Tournezy	F	500 €
3440	Comité de Quartier de Tournezy	M	200 €
1340	Comité de Quartier des Cévennes et Environs	F	500 €
1340	Comité de Quartier des Cévennes et Environs	M	200 €
219	Comité de Quartier des Hauts de Massane	F	500 €
1780	Comité de Quartier Les Aiguerelles La Rauze	F	500 €
1780	Comité de Quartier Les Aiguerelles La Rauze	M	200 €
3680	Comité de Quartier Mion Association	F	500 €
2796	Comité de quartier Pasquier - Don Bosco	F	500 €
5372	Comité de quartier Port Marianne Sud	F	500 €
948	Comité de Quartier Rocambale Ouest	F	500 €
4250	Comité de Quartier Saint Clément	F	500 €
76	Comité de Quartier Saint Roch et Ecusson	F	500 €
317	Comité de Quartier Tastavin-Lemasson-Mas Drevon-Marqueroze	F	500 €
317	Comité de Quartier Tastavin-Lemasson-Mas Drevon-Marqueroze	M	200 €
1671	Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	F	1 500 €
1984	Comité Environnement Urbain Equipement Nature - CEVEN	F	500 €
283	Comité Perspectives et Concertations des Quartiers du Millénaire	F	500 €
1687	Croix d'Argent Plus	F	500 €
13	France Bénévolat Montpellier Hérault	F	1 550 €

1300	Fraternité Corse	F	500 €
4906	Gipsy Catalans Gely Figuerolles	F	2 500 €
5311	Holdub Collectif	F	500 €
5124	Homéopathie pour Tous	F	250 €
296	Jasmin d'Orient	F	1 500 €
2957	La Baronnie de Caravètes	M	2 000 €
182	La Garriga Lengadociana	F	2 150 €
4594	Les Amoureux de Candolle	F	500 €
4594	Les Amoureux de Candolle	M	700 €
122	Majorettes de Montpellier dites Major's Girls	F	3 000 €
121	Majorettes Impériales de Montpellier	F	3 000 €
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	F	500 €
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	M	200 €
3940	Mare Nostrum	F	500 €
428	Mouvement de la Paix - Comité de Montpellier	F	500 €
424	Mouvement pour une Alternative Non-Violente	F	500 €
434	Mouvement Unifié des Rapatriés	F	1 200 €
4203	OPIFAC	F	500 €
1014	Oranie 83	F	1 200 €
177	Orchestre Batterie Fanfare Etoile Bleue Montpelliéraine	F	14 500 €
3943	Passe Pierres	F	500 €
5465	Plan Cabanes et Figuerolles	F	500 €
4171	Profession Sport 34	F	800 €
38	Radio Aviva 88 FM	M	500 €
4841	Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	F	500 €

		<b>Total</b>	<b>119 650 €</b>
--	--	--------------	------------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne **1260, nature 6574, chapitre 920.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de l'exclusion / animal dans la ville :**

<b>N° Asso.</b>	<b>Association</b>	<b>Nature</b>	<b>Montant</b>
2110	A Coeur ouvert	F	3 490 €
4703	Amicale du Nid	F	1 000 €
1118	ATD Quart-Monde Comité de Montpellier	F	1 500 €
1942	Banque Alimentaire de l'Hérault	F	10 000 €
1913	Conférence Sainte Croix Association Saint Vincent de Paul	F	350 €
4469	Conseil de Protection Féline de l'Hérault	F	3 000 €
5448	Culture du cœur Languedoc Roussillon	F	7 500 €
3090	Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale - ISSUE	F	9 000 €
1664	L'Avitarelle	F	85 000 €
3359	Mouvement du Nid	F	7 200 €
1493	Restaurants du Coeur - Relais du cœur	F	61 000 €
666	Secours Catholique	F	8 500 €
666	Secours Catholique	F	5 000 €
1068	Secours Populaire Français Montpellier	F	35 000 €
5	Société Canine du Languedoc-Roussillon	F	900 €
4326	Société de Saint Vincent de Paul	F	7 500 €
2835	Solidarité Dom Tom Hérault	F	25 000 €
5170	SOS Nature	F	1 000 €
4104	Vétérinaires pour tous Languedoc Roussillon	F	2 000 €
		<b>Total</b>	<b>273 940 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **1966, nature 6574, chapitre 925.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre du droit des femmes et de la petite enfance :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
4887	Adages Relais Parental Les Lilas	F	7 440 €
497	Association Anim'Frimousses	F	300 €
4807	Association Tin Hinan	F	3 000 €
58	Atelier Théâtr'elles	M	3 000 €
846	Benjamins Média	F	2 000 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	F	15 000 €
1909	Centre d'Information des Droits des Femmes et Familles - CIDF	M	3 000 €
4744	Chèvre Feuille Etoilée Editions	F	2 500 €
5377	CICADE	M	1 000 €
5229	Collectif des Crèches Associatives et Parentales de l'Hérault	F	3 000 €
3901	Halte Pouce	F	4 300 €
409	Jouons en Ludothèques	F	1 000 €
777	Mouvement Français pour le Planning Familial	F	5 000 €
1998	Pause Goûter	F	6 400 €
4770	Riroli	F	600 €
55	Union Féminine Civique et Sociale	F	2 500 €
		<b>Total</b>	<b>60 040 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **1963, nature 6574, chapitre 925.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
3421	APEDYS Hérault	F	800 €
644	Association de Parents d'Elèves Enseignement Public	F	1 100 €
3932	Association des Cévennes Insertion, Loisirs et Education - ACLE	F	10 000 €

1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	M	500 €
1386	Association Pour L'Enseignement aux Malades ou Accidentés	F	1 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	M	2 500 €
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	M	2 000 €
5011	Cantar e Dansar	F	60 000 €
309	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	F	1 000 €
309	CEMEA - Centre d'Entraînement Méthodes Education Active	M	1 000 €
25	Clristals Les Petits Débrouillards	M	1 000 €
25	Clristals Les Petits Débrouillards	F	2 000 €
5207	Collectif Education Populaire et Transfor	F	750 €
5446	Creaction	M	4 000 €
406	Echecs Club Montpellier	M	6 300 €
525	Ecole élémentaire Léopold-Sedar-Senghor Montpellier	M	1 000 €
5211	Enfants précoces surdoués - Haut Potentiel Intellectuel LR	F	1 000 €
5234	Entre Cour et Jardin	F	750 €
642	Fédération des Conseils de Parents d'Elèves de l'Hérault	F	7 000 €
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	M	7 000 €
686	Groupe d'Etude et d'Insertion Sociale de Personnes Trisomiques 21	F	3 000 €
2294	Groupe Français d'Education Nouvelle LR	F	1 000 €
1281	Kaïna	M	3 500 €
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	M	5 000 €
5305	La Maison Théâtre	F	700 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	M	3 000 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	F	1 000 €
467	Le Relais - Maison des Enfants dans la Ville	M	2 000 €

5483	Les amis de Jules	M	400 €
5483	Les amis de Jules	F	300 €
3536	Les Amis de la Mémoire Pédagogique	F	400 €
5498	Les bambins de Vasco	F	500 €
262	Les Ecologistes de l'Euzière	M	1 500 €
5097	Les Enfants d'Hélène	F	5 000 €
1833	Les Francas du Languedoc-Roussillon	M	10 000 €
2242	L'oiseau Lyre	M	1 000 €
1621	Mohicans Actions Educatives Eco-gestes et Jardins	F	500 €
1621	Mohicans Actions Educatives Eco-gestes et Jardins	M	500 €
919	MUC Escrime	M	2 500 €
5481	OCCE 34 Charles Dickens	M	3 000 €
5478	OCCE 34 Ecole Sevigné	M	2 000 €
1695	OCCE Antoine Balard	M	1 460 €
714	OCCE Ecole publique Heidelberg	M	2 000 €
5272	OCCE Ecole Teresa	F	800 €
551	Office Central de la Coopération à l'Ecole de l'Hérault	M	1 500 €
2737	Swing Gum Enfance	M	4 500 €
344	Terre Nourricière	M	1 000 €
5366	Traces d'histoires	M	500 €
1814	Union Départementale des Délégués de l'Education Nationale	F	750 €
5385	Zadigozinc	F	3 000 €
		<b>Total</b>	<b>173 510 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

✚ **Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
4219	A.S. Inter de Montpellier	F	1 200 €
2055	Aikido Club Montpellier	F	500 €
985	Amicale Boules La Paillade	F	500 €
1187	Arceaux Montpellier	M	1 800 €
1187	Arceaux Montpellier	F	12 000 €
2466	AS Cévennes	F	3 200 €
914	ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley Beach Volley	F	40 000 €
2139	ASPTT Montpellier	F	71 000 €
2639	Asso Présidents Pétanque Secteur Montpellier Ville	F	6 000 €
4561	Asso Sportive Employés Municipaux Omnisports	F	12 800 €
5565	Association culturelle et sportive Montpellier Outre Mer	F	500 €
5086	Association Foot-Fauteuils - Les Fauteuils de Feu	F	3 000 €
3001	Association Les Foulées du Millénaire	M	2 500 €
4913	Association Sportive Atlas Paillade	F	15 000 €
4875	Association Sportive de Celleneuve	F	4 000 €
1403	Association Sportive de Tir pour Tous	F	1 200 €
1230	Association Sportive des Beaux-Arts Montpellier Omnisports	F	28 500 €
1230	Association Sportive des Beaux-Arts Montpellier Omnisports	M	500 €
4806	Association sportive et Culturelle Paillade Mercure	F	4 000 €
2583	Basket Lattes Montpellier Agglomération	F	19 000 €
3081	Bleu Vertige	F	4 000 €
5187	Boutaghate Sans Frontieres	F	2 900 €
863	Boxing Club Montpellierain	F	3 500 €
963	CEP Montpellier Gym	F	33 200 €

4748	Chemin des Cimes	F	2 900 €
4748	Chemin des Cimes	M	3 390 €
4821	Club des Supporters Blue Fox du Montpellier Handball	F	4 850 €
5001	Club des Supporters Montpellier Hérault Rugby Club	F	1 940 €
1819	Club Sportif Bouliste de Montpellier	F	2 250 €
4870	Club Sportif des Sourds de Montpellier et de l'Hérault	F	1 500 €
1785	Comité d'Organisation Forum Sportif et Culturel - COFSEC	F	11 800 €
72	Croix d'Argent Basket	F	26 000 €
2470	Croix d'Argent Pétanque	F	450 €
406	Echecs Club Montpellier	F	7 500 €
3634	Ecole de Bowling de Montpellier	F	2 450 €
4897	Energie Paillade	F	1 950 €
4233	Entente Cheminots Lantissargues	F	2 250 €
978	Entente Sportive Bouliste de Montpellier	F	1 950 €
978	Entente Sportive Bouliste de Montpellier	M	8 700 €
5442	EURSL Montpellier Agglomération Handball	F	150 000 €
3176	Festival International des sports extremes - FISE	M	80 000 €
2066	Fête Le Mur Montpellier	F	9 000 €
102	Football Club Petit Bard	F	40 000 €
4079	Groupe Décision	F	300 €
1807	Gymnastique Volontaire La Sarrahiét	F	400 €
3649	Gymnastique Volontaire Section d'Alco	F	400 €
2016	Jean Monnet Antigone Pétanque	F	450 €
4533	Jeunesse sans Frontières	F	1 450 €
5032	La Boule Catalane Gely Figuerolles	F	500 €

1234	La Boule du Lantissargues	F	3 000 €
4547	La Maison du Judo	F	3 000 €
2053	La Montpellier reine a du Coeur	M	1 450 €
4009	Los Valents de Montpelhièr	F	600 €
577	Malbosc Pétanque	F	1 000 €
4701	MFA Montpellier Football Americain les Hurricanes	F	3 880 €
1238	Montpellier A M Judo	F	3 000 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	F	100 000 €
5223	Montpellier Agglo Athlétic Méditerranée	M	48 500 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	F	6 000 €
3659	Montpellier Agglomération Taekwondo Dragons Team	M	2 000 €
3659	Montpellier Agglomération Taekwondo Dragons Team	F	9 000 €
278	Montpellier Arc Club	M	3 000 €
278	Montpellier Arc Club	F	8 000 €
1918	Montpellier Athlétic Running Club	F	3 000 €
769	Montpellier Badminton Club	F	1 000 €
769	Montpellier Badminton Club	M	970 €
3568	Montpellier Basket Mosson	F	14 700 €
2140	Montpellier Chamberte Handball	F	1 000 €
2260	Montpellier Club Handisport	F	20 000 €
3808	Montpellier Culture Sport Adapté	F	4 000 €
3808	Montpellier Culture Sport Adapté	M	2 000 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoë-Kayak	F	6 000 €
128	Montpellier Handball	F	66 500 €
1104	Montpellier Hérault Sport Club	F	14 200 €

3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	F	5 000 €
4176	Montpellier Natation Synchronisée	F	6 000 €
4856	Montpellier Omni Boxe	F	4 000 €
4856	Montpellier Omni Boxe	M	1 500 €
788	Montpellier Paillade Natation	F	3 000 €
984	Montpellier Pétanque St Martin	F	3 700 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	F	6 000 €
3933	Montpellier Roller Hockey Club	F	11 000 €
1850	Montpellier Rugby Club	F	48 500 €
1828	Montpellier Tandem Club Handisport	F	500 €
1541	Montpellier Tennis de Table	F	30 000 €
5002	Mosson Full Contact	F	4 000 €
845	MUC Aviron Université Club	F	3 000 €
1417	MUC Baseball Softball Les Barracudas du Lez	F	5 000 €
864	MUC Canoé Kayak	F	2 900 €
919	MUC Escrime	F	21 380 €
926	MUC Omnisports	F	88 000 €
794	Occitanie Pétanque	F	1 500 €
1458	Olympique du Petit Bard Futsal	F	2 500 €
4912	Olympique Gely Montpellier	M	970 €
2722	Pétanque Club Montpellier Celleneuve	F	2 300 €
2608	Racing-Club Lemasson Montpellier	F	9 000 €
2608	Racing-Club Lemasson Montpellier	M	2 300 €
2320	Rimbaud Pétanque	F	2 000 €
4489	Ring Athlétique du Petit Bard	F	2 500 €

2354	Rugby League Montpellier XIII	F	25 000 €
931	Saint-Martin Gazelec Montpellier	F	9 000 €
931	Saint-Martin Gazelec Montpellier	M	9 000 €
5443	SASP Montpellier Hérault Sport Club	F	100 000 €
971	Société Bouliste Clapas Pétanque	F	450 €
979	Société Bouliste Montpelliéraine	F	450 €
979	Société Bouliste Montpelliéraine	M	500 €
897	Société de Tir de Montpellier	F	2 000 €
4291	Sport Insertion Jeunes	F	1 160 €
1584	Sport Quilles Montpellier	F	970 €
2502	Sport Tambourin Club de Montpellier	F	1 000 €
1420	Stade Lunaret Nord Montpellier	M	1 000 €
1420	Stade Lunaret Nord Montpellier	F	8 000 €
1192	Tennis Club de la Paillade	M	1 940 €
1192	Tennis Club de la Paillade	F	28 000 €
1855	Tennis Club Montpellier	F	1 450 €
3534	Union Montpelliéraine pour le Développement	F	3 000 €
		<b>Total</b>	<b>1 418 450 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne **1776, nature 6574, chapitre 924.**

✚ **Attributions de subventions dans le cadre du partenariat sportif :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	M	3 000 €
1766	Body Fighting Club	M	1 500 €
347	Montpellier école d'Aïkido Traditionnel	M	2 000 €
3823	Takemusu Aikdo Montpellier	M	2 000 €

3659	Montpellier Agglomération Tae Kwon Do	M	4 500 €
1320	Tai Chi Chuan Style Yang Originel Montpellier	M	1 000 €
3015	Montpellier Viet vo dao	M	500 €
2055	Aïkido Club Montpellier	M	3 000 €
1738	Association Languedocienne de Kyudo	M	500 €
5223	Montpellier agglo Athlétic Méditerranée	M	3 000 €
769	Montpellier Badminton Club	M	2 000 €
1417	MUC Baseball (les Barracudas)	M	1 000 €
2139	ASPTT Montpellier	M	2 000 €
72	Croix d'Argent Basket	M	2 500 €
2583	Basket Lattes Montpellier Agglomération	M	1 500 €
3568	Montpellier Basket Mosson	M	2 500 €
3634	Ecole de bowling	M	3 500 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	M	2 500 €
864	MUC Canoë Kayak	M	3 000 €
1113	Claquettes en vogue	M	1 500 €
3845	Centre des arts du cirque BALTHAZAR	M	3 000 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	M	3 000 €
251	Union Départ. Sportive Léo Lagrange	M	1 000 €
25	CLRISTALS Les Petits Débrouillards	M	3 000 €
1395	ConnaiSciences	M	2 000 €
4807	Association Tin Hinan	M	1 200 €
406	Echecs club Montpellier	M	2 500 €
3081	Bleu Vertige	M	3 000 €
2954	Scalata Nature	M	3 000 €

919	MUC Escrime	M	1 200 €
1187	Arceaux Montpellier	M	2 800 €
931	St Martin Gazelec	M	2 000 €
928	MUC Football	M	2 900 €
2139	ASPTT Montpellier	M	1 500 €
4806	ASC Paillade Mercure	M	2 900 €
2608	Racing Club Lemasson	M	2 000 €
1420	Stade Lunaret	M	3 000 €
4701	Montpellier Football Americain (les Hurricanes)	M	2 000 €
5002	Mosson Full Contact	M	3 000 €
3367	Association Génération Millénaire	M	1 900 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	M	2 900 €
4291	Sport insertion jeunes Montpellier	M	1 300 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	M	1 900 €
963	CEP Montpellier gymnastique	M	2 200 €
1891	Montpellier GRS	M	3 000 €
967	MUC Hand Ball	M	2 500 €
2140	Montpellier Chamberte Handball	M	1 000 €
2260	Montpellier Club Handisport	M	2 000 €
3914	Montpellier Agglomeration Hockey club	M	2 000 €
1682	JK Judo 34	M	2 000 €
4547	La Maison du Judo	M	2 000 €
964	MUC Lutte	M	2 000 €
788	Montpellier Paillade Natation	M	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier	M	3 000 €

1935	Les Chevaliers de la Gaule	M	3 000 €
2139	ASPTT Montpellier	M	4 000 €
3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	M	2 000 €
4643	Montpellier Funny Riders	M	3 000 €
3762	Ice & Roller School Montpellier	M	1 800 €
4380	Aqualove	M	2 500 €
4265	Attitude	M	2 500 €
3131	MUC Skate Board	M	2 900 €
3806	Ski nautique Club Montpellier Agglomération	M	2 500 €
842	Spéléo Club Alpin	M	1 500 €
4720	Agglomération Montpellier Sport Orientation 34	M	3 000 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	M	2 000 €
2139	ASPTT	M	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	M	2 000 €
1928	Montpellier Agglomération Triathlon	M	2 000 €
3040	Union Sportive des Nageurs de Montpellier	M	2 000 €
914	ASLJ Montpellier Croix d'Argent Volley	M	3 000 €
1230	Association sportive des Beaux Arts ASBAM	M	3 500 €
1634	Volley Loisir Montpelliérain	M	1 500 €
		<b>Total</b>	<b>167 400 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

✚ **Attributions de subventions dans le cadre des partenaires :**

N°Asso.	Association	Nature	Montant	Imputation budgétaire
5456	Promotion des flux touristiques et économiques	F	197 500 €	6574/929 LC 13171
474	Association La Gerbe	I	50 000 €	2042/900 LC 18938

674

240	CFDT Union Locale	F	4 850 €	6574/920 LC 18891
2797	Fédération Syndicale Unitaire	F	2 900 €	6574/920 LC 18891
239	FO Union Locale Syndicats	F	4 850 €	6574/920 LC 18891
248	Association Force Ouvriere Consommateurs - AFOC	F	1 165 €	6574/920 LC 18891
1302	Union Locale CFE-CGC de Montpellier	F	1 450 €	6574/920 LC 18891
232	Union Locale CFTC de Montpellier et Environs	F	485 €	6574/920 LC 18891
237	Union Locale CGT	F	4 850 €	6574/920 LC 18891
4914	Union Syndicale solidaires 34	F	2 900 €	6574/920 LC 18891
1273	Unité Police SNPT	F	870 €	6574/920 LC 18891
392	UNSA Education 34 - FEN 34	F	2 900 €	6574/920 LC 18891
		<b>Total</b>	<b>274 720 €</b>	

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et 2042 pour l'investissement pour un montant total de **3 310 621 €**
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



Nom et code de la structure : XXXX  
Nature de la subvention : XXXXXX  
Intitulé du projet : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX

## Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion  
Mairie de Montpellier  
1, place George Frêche  
34 267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention deXXXX € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal duXXXXXXXXXconformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom et code de la structure : XXXX  
Intitulé du projet : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire ..... contribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de XXXX euros.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
- Pièce n° 7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

\* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

## Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

## Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

## Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

## Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom et code de la structure : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'EQUIPEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par.....,  
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire ..... contribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXX euros**.

### **Article 3 : Modalités de paiement de la subvention**

La subvention est versée à la structure bénéficiaire au fur et à mesure de la réalisation du projet, en fonction de la transmission des justificatifs de dépenses relatifs au projet subventionné. Ces justificatifs de dépenses correspondent à la copie des factures avec la mention payée et la signature du président de la structure bénéficiaire de la subvention.

Le montant de chaque versement sera calculé au prorata d'avancement du projet. Chaque versement ne pourra être inférieur à 10% du montant total alloué.

Le premier versement est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2) et des justificatifs de dépenses.

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses afférentes au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Le montant total de la subvention versée ne pourra être supérieur au coût total du projet d'équipement subventionné.

#### **Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire**

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2011 ;

\* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

#### **Article 5 : Modalités de contrôle**

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

#### **Article 6 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 7 : Informations complémentaires éventuelles**

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

#### **Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 24 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

#### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

#### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Nom et code de la structure : XXXX  
Montant attribué : XXXXX €  
Thématique : XXXX



## **CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e)  
par le Conseil d'Administration ou le bureau le .....

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objet**

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....  
.....  
.....

La structure bénéficiaire XXXXXXXX a sollicité une subvention de ..... euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2012.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire ..... contribuent au développement de sa politique en matière de ..... et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

### **Article 2 : Subvention**

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

### Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2012 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2012 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2012 : 20% du montant de la subvention attribuée.

### Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

\* les comptes de l'année 2011 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

\* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

### Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet

indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

#### **Article 6 : Devoir d'information**

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

#### **Article 7 : Informations complémentaires éventuelles**

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

#### **Article 8 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

#### **Article 9 : Résiliation**

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le  
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

#### Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

*« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »*

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 74

## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Transfert d'activités de la société EURAMED à la société ARTERRIS ESPACES VERTS

### Autorisation de signer l'avenant

Monsieur Max LEVITA rapporte :

La commission d'appel d'offres réunie le 01/12/2009 a désigné comme titulaire des marchés "achat de fournitures horticoles" lot 1 (n° 9G30701 amendements) la société EURAMED. Ce marché (lot 1) a été notifié le 11/01/2010, reconduit le 24/09/2010 pour l'année 2011 et le 13/09/2011 pour l'année 2012.

Par délibération en date du 14 décembre 2009, la ville de Montpellier a autorisé Madame le Maire à signer tous documents relatifs à ce marché.

Par courrier du 02 janvier 2012, la société ARTERRIS ESPACES VERTS nous a informé de la reprise des activités de la société EURAMED à compter du 26 septembre 2011.

Il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire de ce marché (EURAMED) vers la société ARTERRIS ESPACES VERTS, sous réserve que les conditions de ce marché soient identiques et que la société ARTERRIS ESPACES VERTS n'y apporte aucune modification.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

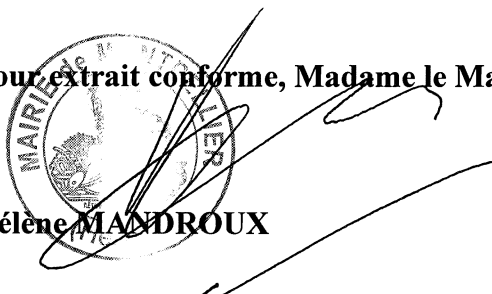
- d'approuver le principe de cet avenant,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué à signer cet avenant.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Francis Ponge  
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

EURAMED  
7 rue des Genets sauvages- 34660 COURNONSEC  
*Représenté par*  
Monsieur le Directeur,

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
ACHAT DE PRODUITS HORTICOLES  
Lots 1 : amendements

*N° du marché :*  
9G30701A

*Notifié le :*  
11 janvier 2010

*Montant initial du marché :*

<i>Montant HT Mini :</i>	20 000,00 Euros
<i>Montant HT Maxi :</i>	80 000,00 Euros

---

*Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :*

## C. Objet de l'avenant

### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de EURAMED à ARTERRIS ESPACES VERTS, pour les motifs suivants : transfert de raison sociale.

### ARTICLE 2

A compter du 26/09/2011, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

## D. Signatures des parties

A MONTPELLIER le,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
l'Adjoint Délégué

Monsieur le Directeur <sup>1</sup>  
(signature)

<sup>1</sup> Dans le cas des avenants de transfert uniquement

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ..... , le

## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Achat d'outillages à main divers, d'outillage électroportatif, de consommables d'atelier et de chantier et d'équipements de protection individuelle

### Autorisation de signer les marchés

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat d'outillages à main divers, d'outillage électroportatif, de consommables d'atelier et de chantier et d'équipements de protection individuelle.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H49 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ces marchés sont sans minimum et sans maximum, ils suivent les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés à lots d'un montant total estimé de 200 000 € HT/an sont répartis en 7 lots :

Désignations des lots et descriptifs des besoins	Montants estimés/an € HT
Lot n°1 : Petit outillage mécanicien	30 000
Lot n°2 : Petit outillage d'atelier et de chantier	30 000
Lot n°3 : Consommables d'atelier et de chantier	20 000
Lot n°4 : Equipements de protection individuelle	60 000
Lot n°5 : Outillage électroportatif	30 000
Lot n°6 : Petit outillage à main de peintre	10 000
Lot n°7 : Petit outillage à main de jardinier et d'arboriculture	20 000

Les marchés sont conclus jusqu'au 31/12/2012 pour la première année, ils sont ensuite renouvelables par tacite reconduction pour 2013, 2014 et 2015, ainsi les marchés peuvent être reconduits par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de : 3 ans.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 1, 4 et 7 sont les suivants :

- valeur technique de l'offre 60%
- prix 30%
- profondeur de gamme 10%

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 2, 3 et 6 sont les suivants :

- prix 80%
- profondeur de gamme 20%

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour le lot 5 sont les suivants :

- valeur technique de l'offre 60%
- prix 30%
- prêt d'un outil 5%
- profondeur de gamme 5%

La commission d'appel d'offres du 17 janvier 2012 a attribué ces marchés aux sociétés :

- DUBOIS, 34078 MONTPELLIER CEDEX pour le lot 1,
- BAURES, 34009 MONTPELLIER CEDEX 01 pour le lot 2,
- WURTH, 67158 ERSTEIN CEDEX pour le lot 3
- CEVENOLE DE PROTECTION, 30900 NIMES pour le lot 4,
- MD HYDRAULIQUE, 34070 MONTPELLIER pour le lot 5,
- COULEURS DE TOLLENS, 34070 MONTPELLIER pour le lot 6,
- TOUCHAT, 34131 MAUGUIO CEDEX pour le lot 7.

Les crédits sont inscrits aux budgets fonctionnement et investissement 2012, 2013, 2014, 2015 de la Ville :  
natures 60628 -60632 - 2188 toutes fonctions.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



**Direction Energie Moyens  
Techniques**  
Achats et Production  
Graphique

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**  
n° 2012 / 76

## **Séance publique du lundi 6 février 2012**

**Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### **Absents :**

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## **Achat de matériel d'éclairage public Lanternes de type RAGNI Autorisation de signer le marché**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Compte tenu des éléments techniques de fabrication des équipements du parc de matériel existant sur la Ville, le marché de pièces détachées ne peut être confié qu'au fabricant, seul opérateur économique en capacité de répondre à nos besoins.

A cet effet, un marché négocié a été mis en œuvre en vue de l'achat de lanternes de type RAGNI pour la Ville de Montpellier.

Ce marché public négocié n° 1H547010 est passé en application de l'article 35 II 8° al. du Code des marchés publics. (Marché ne pouvant être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques).

Le marché est conclu pour une période de un an à compter de la date de notification, renouvelable une fois.

Le montant des commandes du marché sans montant minimum, ni montant maximum est estimé à 65 000,00 € HT/an.

Les critères pondérés retenus pour le jugement de l'offre sont les suivants :

- la valeur technique sur analyse des fiches techniques et catalogue
- le prix des prestations

La commission d'appel d'offres du 17 janvier 2012 a attribué ce marché à la société :

- TECSO, 31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Les crédits sont inscrits au budget investissement de la Ville nature 2188.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

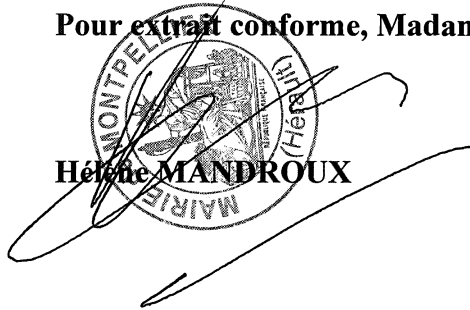
- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



**Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 77**

## **Séance publique du lundi 6 février 2012**

**Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

**Absents :**

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

### **Achat, livraison et installation de 4 fours mixtes à gaz pour le service des restaurants scolaires Autorisation de signer le marché**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat, la livraison et l'installation de 4 fours mixtes à gaz pour le service des restaurants scolaires.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H50 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Il s'agit d'un marché ordinaire passé à prix ordinaire.

Le marché se décompose en 1 seul lot. Le marché est conclu pour une période de 4 mois à compter de la date de notification, pour un montant total de commandes de 92 800 € HT.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- valeur technique de l'offre 60%
- prix 30%
- délai de livraison 10%

La commission d'appel d'offres du 17 janvier 2012 a attribué ce marché à la société :

- SALAGER SERRA, 34730 Prades le Lez

Les crédits sont inscrits au budget investissement 2012 de la Ville : nature 2188

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

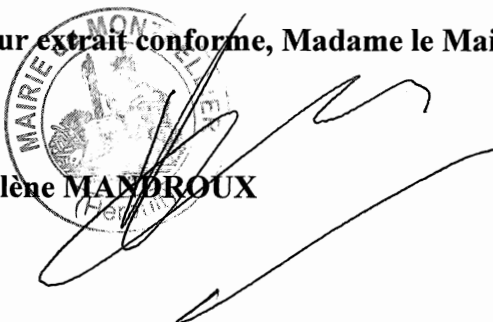
- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**

A circular official stamp of the Mairie de Montbéliard is partially visible, with the text "MAIRIE MONTBÉLIARD" around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2012 / 78

## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale et les agents de la sûreté urbaine

### Groupement de commandes entre la Ville de MONTPELLIER, les Communes de VILLENEUVE-LES MAGUELONE, PIGNAN, JACOU, LAVERUNE et PEROLS

### Autorisation de signer les marchés

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale et les agents de la sûreté urbaine. Conformément à l'article 8 du code des marchés publics, ces marchés sont passés pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et les Communes de Pérols, Jacou, Villeneuve-Les-Maguelone, Pignan et Laverune, dans les conditions prévues par la convention constitutive du dit groupement.

Cet appel d'offres ouvert n° 1H51 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du code des marchés publics. Ce marché est sans minimum et sans maximum, il suit les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>	Montant annuel estimé en €
1	Vêtements de police, ASVP et garde square dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ville de Montpellier</li> <li>- Commune de Jacou</li> <li>- Commune de Pignan</li> <li>- Commune de Pérols</li> <li>- Commune de Lavérune</li> <li>- Commune de Villeneuve les Maguelone</li> </ul>	<b>80 500,00</b> 65 000,00 3 000,00 2 000,00 4 500,00 1 000,00 5 000,00
2	Chaussures dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ville de Montpellier</li> <li>- Commune de Pérols</li> <li>- Commune de Lavérune</li> </ul>	<b>16 350,00</b> 15 000,00 850,00 500,00
3	Petit équipement dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ville de Montpellier</li> <li>- Commune de Pérols</li> <li>- Commune de Lavérune</li> </ul>	<b>23 800,00</b> 20 000,00 3 300,00 500,00
4	Armement dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ville de Montpellier</li> <li>- Commune de Pignan</li> <li>- Commune de Lavérune</li> </ul>	<b>9 150,00</b> 5 000,00 4 000,00 150,00

Les marchés sont conclus pour une période allant de la date de notification jusqu'au 31/12/2012. Ils sont renouvelables trois fois par expresse reconduction pour les années 2013, 2014 et 2015.

Les critères du règlement de la consultation pour le jugement des offres sont pour les lots 1, 2 et 3 :

- Valeur Technique : 60 %
- Prix : 40%

La commission d'appel d'offres du 17 janvier 2012 a attribué ces marchés aux sociétés :

- ESPACE MJ SECURITE, 34130 SAINT AUNES pour le lot 1,
- ESPACE MJ SECURITE, 34130 SAINT AUNES pour le lot 2,
- ESCASSUT, 34060 MONTPELLIER CEDEX 02 pour le lot 3.

Le lot 4 a été déclaré infructueux et sera relancé en procédure adaptée.

Pour la ville de Montpellier, les crédits sont inscrits aux budgets fonctionnement, investissement 60636 – 60632 - 2188.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à ces affaires.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Cotisations à des organismes nationaux

Monsieur Max LEVITA rapporte :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivant pour l'exercice 2012 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AFIGESE	370 €
920	6281	AMGVF - Association des Maires des grandes Villes de France	30 245 €
920	6281	Association des Villes Universitaires de France	1 100 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 31 715 € sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 7/02/2012

## Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

### Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

## Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2011

Monsieur Max LEVITA rapporte:

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre dans le cadre du régime de la Taxe Professionnelle Unique dont la procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C IV), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération N° 4693 en date du 24 juin 2002 la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

Le projet de rapport 2011 a été soumis à la commission lors de la séance du 20 décembre 2011 qui en a débattu et l'a approuvé à l'unanimité.

Le rapport 2011 établit, commune par commune, le montant définitif de l'attribution de compensation 2011, ainsi que le montant provisoire de l'attribution de compensation 2012.

Le Président de la commission a remis au Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le rapport approuvé par la commission le 20 décembre 2011.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a saisi les Conseils Municipaux des communes membres, afin que ceux-ci se prononcent sur le rapport 2011 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges.

L'approbation de ce rapport est soumise aux conditions habituelles de majorité qualifiée des conseils municipaux (2/3 des conseils municipaux représentant plus de 50% de la population ou 50% des conseils municipaux représentant plus de 2/3 de la population) prévues par l'article L.5211-5 II du C.G.C.T.

Une fois ce rapport approuvé, le montant des attributions de compensation est fixé définitivement pour 2011 et provisoirement pour 2012, au regard des transferts de charges réalisés.

Pour la Ville de Montpellier, l'attribution de compensation définitive pour 2011 est de 6 141 159,56 euros.

**Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- approuver le rapport 2011 de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération, qui détermine le montant définitif de l'attribution de compensation 2011 et le montant provisoire de l'attribution de compensation 2012.
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



# **Commission d'évaluation des transferts de charges du 20 décembre 2011**

## **Rapport Provisoire**

### **1. Evaluation des charges liées au transfert de l'équipement**

Le principe général qui régit les transferts est celui de la neutralité budgétaire. Il s'appuie sur l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts qui précise les modalités d'évaluation des charges transférées.

La méthode retenue est la même que celle qui a servi de base au calcul des charges lors des précédents transferts d'équipements, notamment lors du transfert initial du chai du terral à la Communauté d'Agglomération.

Le théâtre du Chai du Terral à Saint-Jean-de-Védas fait l'objet d'une évaluation de charges en investissement et en fonctionnement.

#### **A/ L'évaluation de la charge nette d'investissement transférée**

La charge nette d'investissement a été reprise du coût net historique calculé lors du transfert du théâtre en 2003 et 2006.

#### **B/ L'évaluation de la charge nette de fonctionnement**

La charge nette de fonctionnement de l'équipement est obtenue par différence entre les charges directes et les produits afférents. Elle est évaluée à partir de la moyenne des Comptes Administratifs 2007 à 2010 de la Communauté d'Agglomération.

Le tableau de synthèse présenté ci-dessous présente le détail des charges prises en compte dans l'évaluation du transfert de l'équipement.

Compte tenu de ces éléments, l'attribution de compensation de la Commune de Saint-Jean-de-Védas sera modifiée comme suit :

Attribution de Compensation 2011 : 1 202 258,63 euros

Total des charges transférées à la Commune au 1<sup>er</sup> janvier 2012 : 53 008 euros

Attribution de Compensation 2012 : 1 255 266,63 euros

# Chai du Terral - Saint Jean de Védas

## 1. Fonctionnement

Evaluation à partir de la moyenne des CA 2007 à 2010

En euros	
Cpte 011 : Administration Générale	55 927
Total Charges de fonctionnement directes	55 927

Produits de fonctionnement	3 682
----------------------------	-------

Total Charges nettes de fonctionnement	52 245
--	--------

## 2. Investissement

Coût net historique	Coût total initial	FCTVA	Subv. Reçues	Coût net historique initial	Durée de vie	Coût net historique par an	Coeff. de prise en compte	Coût net historique par an
	321 773	49 817	17 623	254 333	50	5 087	0,150	763

Coût total d'investissement	763
-----------------------------	-----

TOTAL DES CHARGES TRANSFEREES	53 008
-------------------------------	--------

Il est proposé à la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, de bien vouloir approuver d'une part le montant de l'Attribution de Compensation 2011 et d'autre part le montant de l'Attribution de Compensation provisoire 2012 comme exposés dans les tableaux suivants

COMMUNE	Transferts de charges 2011	AC 2011
BAILLARGUES		527 615,12
BEAULIEU		32 521,16
CASTELNAU LE LEZ		988 348,60
CASTRIES		555 065,70
CLAPIERS		29 030,40
COURNONSEC		298 974,24
COURNONTERRAL		232 124,32
FABREGUES		1 197 640,38
GRABELS		188 241,40
JACOU		- 241 386,96
JUVIGNAC		- 99 444,04
LATTES		2 407 449,48
LAVERUNE		1 153 892,80
LE CRES		51 386,28
MONTAUD		18 237,62
MONTFERRIER SUR LEZ		- 249 875,24
MONTPELLIER		- 6 141 159,56
MURVIEL LES MONTPELLIER		13 134,18
PEROLS		489 807,05
PIGNAN		266 827,04
PRADES LE LEZ		- 217 180,16
RESTINCLIERES		31 945,60
SAINT BRES		128 895,68
SAINT DREZERY		142 558,68
SAINT GENIES DES MOURGUES		73 936,76
SAINT GEORGES D'ORQUES		593 699,44
SAINT JEAN DE VEDAS		1 202 258,63
SAUSSAN		47 166,76
SUSSARGUES		61 043,16
VENDARGUES		2 564 170,40
VILLENEUVE LES MAGUELONE		574 174,12

COMMUNE	Transferts de charges 2012	AC provisoire 2012
BAILLARGUES		527 615,12
BEAULIEU		32 521,16
CASTELNAU LE LEZ		988 348,60
CASTRIES		555 065,70
CLAPIERS		29 030,40
COURNONSEC		298 974,24
COURNONTERRAL		232 124,32
FABREGUES		1 197 640,38
GRABELS		188 241,40
JACOU		- 241 386,96
JUVIGNAC		- 99 444,04
LATTES		2 407 449,48
LAVERUNE		1 153 892,80
LE CRES		51 386,28
MONTAUD		18 237,62
MONTFERRIER SUR LEZ		- 249 875,24
MONTPELLIER		- 6 141 159,56
MURVIEL LES MONTPELLIER		13 134,18
PEROLS		416 944,25
PIGNAN		266 827,04
PRADES LE LEZ		- 217 180,16
RESTINCLIERES		31 945,60
SAINT BRES		128 895,68
SAINT DREZERY		142 558,68
SAINT GENIES DES MOURGUES		73 936,76
SAINT GEORGES D'ORQUES		593 699,44
SAINT JEAN DE VEDAS	53 008,00	1 255 266,63
SAUSSAN		47 166,76
SUSSARGUES		61 043,16
VENDARGUES		2 564 170,40
VILLENEUVE LES MAGUELONE		574 174,12

## **Séance publique du lundi 6 février 2012**

**Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

**Absents :**

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

### **Ecoles maternelles et élémentaires Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école**

Monsieur Jean Louis GELY rapporte :

Conformément à l'article 17 du décret n° 90-788 du 06 septembre 1990, le maire ou son représentant et un conseiller municipal désigné par le conseil municipal sont amenés à siéger au sein des conseils d'écoles des établissements scolaires publics de premier degré.

Le conseil d'école se réunit au moins une fois par trimestre. Selon l'article 18 du même décret, le conseil d'école, sur proposition du directeur de l'école :

- vote le règlement intérieur de l'école.
- donne des avis et présente toutes suggestions sur le fonctionnement de l'école et sur toutes les questions intéressant la vie de l'école, et notamment sur :
  - Les actions pédagogiques qui sont entreprises pour réaliser les objectifs nationaux du service public d'enseignement ;
  - L'utilisation des moyens alloués à l'école ;
  - Les conditions de bonne intégration d'enfants handicapés ;
  - Les activités périscolaires ;
  - La restauration scolaire ;
  - L'hygiène scolaire ;
  - La protection et la sécurité des enfants dans le cadre scolaire et périscolaire.
- statue sur ce qui concerne la partie pédagogique du projet d'école.
- adopte le projet d'école.
- donne son accord pour l'organisation d'activités complémentaires éducatives, sportives et culturelles
- est consulté par le maire sur l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures d'ouverture de l'école, conformément à l'article 25 de la loi du 22 juillet 1983 modifiée susvisée.

En outre, une information doit être donnée au sein du conseil d'école sur :

- Les principes de choix de manuels scolaires ou de matériels pédagogiques divers ;
- L'organisation des aides spécialisées.

Suite à la modification des délégations consenties par Madame le Maire aux Adjointes, et conformément aux dispositions de l'article L2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants dans un certain nombre de Conseils d'école.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner un représentant du conseil municipal dans les instances suivantes :**

- Ont été élus :

**Quartier Hôpitaux-Facultés :**

Ecole maternelle Charlie Chaplin : Philippe THINES

Ecole élémentaire Rabelais : Hélène QVISTGAARD

**Quartier Montpellier Centre :**

Ecole élémentaire Condorcet : Fanny DOMBRE-COSTE

Ecole élémentaire Jean Moulin : Fanny DOMBRE-COSTE

Ecole élémentaire Léon Gambetta : Magalie COUVERT

Ecole élémentaire Sévigné : Magalie COUVERT

Ecole élémentaire Auguste Comte : Sarah EL ATMANI

Ecole élémentaire Jules Simon : Hervé MARTIN

Ecole maternelle Pierre-Clariss de Florian : Hervé MARTIN

Ecole maternelle Chaptal : Audrey DE LA GRANGE

Ecole maternelle Jean-Jacques Rousseau : Sophie BONIFACE-PASCAL

Ecole élémentaire Jean Mermoz : Hélène QVISTGAARD

**Quartier Port Marianne :**

Ecole élémentaire Blaise Pascal : Frédéric TSITSONIS

Ecole maternelle Sarah Bernhardt : Frédéric TSITSONIS

Ecole maternelle Louise Michel : Frédéric TSITSONIS

**Quartier Croix d'Argent :**

Ecole maternelle Robert Surcouf : Marlène CASTRE

Ecole élémentaire Voltaire : Catherine LABROUSSE

Ecole maternelle Olympe de Gouges : Christophe MORALES

Ecole primaire Victor Schoelcher : Claudine TROADEC-ROBERT

**Quartier Près d'Arènes :**

Ecole maternelle Anne Frank : Annie BENEZECH

**Quartier Mosson :**

Ecole maternelle Jacques Prévert : Brahim ABBOU

Ecole élémentaire Léo Malet : Régine SOUCHE

Ecole maternelle Marie-Pape-Carpantier : Régine SOUCHE

Ecole maternelle Madeleine Renaud : Françoise PRUNIER

Ecole élémentaire Simon Bolivar : Françoise PRUNIER  
Ecole maternelle Pablo Neruda : Françoise PRUNIER

**Quartier Cévennes :**

Ecole maternelle Maria Callas : Agnès BOYER  
Ecole maternelle Johann Wolfgang Von Goethe : Agnès BOYER  
Ecole maternelle Geneviève Bon : Jacques MARTIN  
Ecole élémentaire Julie Daubié : Jacques MARTIN  
Ecole maternelle Madeleine Brès : Jacques MARTIN  
Ecole élémentaire Joseph Delteil : Jacques MARTIN  
Ecole maternelle Jules Michelet : Jacques MARTIN

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 7/02/2012**



## **Séance publique du lundi 6 février 2012**

**Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

**Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

**Absents :**

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

### **Vœu contre l'interprétation des textes de lois issue de la circulaire Guéant Bertrand du 31 mai 2011, concernant les étudiants et chercheurs étrangers au sein des établissements et organismes français.**

Monsieur Max LEVITA rapporte :

**Ce vœu dénonce l'interprétation des textes de loi, impliquée par la circulaire dite « Guéant-Bertrand » du 31 mai 2011, qui met en grandes difficultés les étudiants étrangers poursuivant leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche français.**

Les établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche de Montpellier ont toujours favorisé l'accueil d'un nombre important d'étudiants étrangers de toutes nationalités. La Ville de Montpellier les soutient vivement dans cette action, consciente que ces étudiants contribuent au développement culturel et scientifique, et au rayonnement international de notre ville. De nombreux étudiants étrangers, en formation master, doctorants et post-doctorants viennent ainsi suivre toutes sortes de formations qui contribuent par leur dynamisme et leur motivation au développement économique de notre territoire. Soucieux de la meilleure intégration possible de ces étudiants dans leurs lieux d'étude et de travail, nous nous inquiétons aujourd'hui fortement d'un ensemble de mesures et notamment des effets de la mise en application de la circulaire du 31 mai 2011, émanant des ministres de l'Intérieur et du Travail.

Ce texte, dit circulaire « Guéant-Bertrand », encourage les préfets à limiter le nombre des changements de statut de résident « stagiaire » à « scientifique » ou « étudiant » à « salarié » aux jeunes diplômés étrangers, de même qu'elle encourage à une évaluation par les services de la Préfecture du parcours pédagogique des étudiants lors de la délivrance et du renouvellement de leur titre de séjour. Cette circulaire s'ajoute à l'augmentation récente de 30% du plancher de ressources nécessaires pour l'obtention d'un titre de séjour étudiant (de 460 euros à 615 euros par mois). Les situations personnelles engendrées par ces textes et l'arbitraire qui régit leur interprétation, sont inacceptables et entachent aussi bien nos valeurs républicaines, que l'image et le rayonnement international de nos laboratoires de recherche et de nos entreprises. Enfin,

l'application de cette circulaire nuit déjà, et si elle devait perdurer, risquerait de nuire de façon irréversible à la stratégie d'attractivité de la recherche et des universités françaises prônée par le gouvernement.

Nous dénonçons cette circulaire et l'interprétation des consignes associées qui conduisent les services de l'Etat à refuser aux étudiants étrangers présents dans ces laboratoires le renouvellement ou le changement de statut de leur titre de séjour.

**Pour toutes ces raisons, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier, réuni ce lundi 6 février 2012, s'adresse au gouvernement pour demander :**

- Le retrait indispensable de la circulaire du 31 mai 2011 ;
- La suspension de l'application du décret n°2011-1049 du 6 septembre 2011 augmentant de 30% les ressources nécessaires afin de venir étudier en France ;
- La mise en œuvre immédiate par les services de l'Etat d'une application de la circulaire la plus favorable possible pour les étudiants étrangers, témoignant ainsi de nos traditions républicaines d'ouverture vers les pays étranger et d'accueil de leurs ressortissants souhaitant venir étudier et travailler en France.

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 07/02/2012**

# **Registre des délibérations - décisions**

## **Décisions et annexes**

**Lundi 06 février 2012**

**Communication**

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du  
Code Général des Collectivités Territoriales :**

**En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.**

**Numéro de Synthèse de la décision  
la décision**

- 2011/0343** D'attribuer au Cabinet ENEIS Conseil la mission d'accompagnement dans la définition de la politique sociale et du plan d'action associé pour les 10 ans à venir, pour un montant HT de 34 500 euros.
- 2011/0457** De confier au bureau d'études BEHI le marché de reprise de l'étude de simulation thermique dynamique concernant le Futur Hôtel de Ville pour un montant total du marché de 5 300.00 € hors taxe.
- 2011/0504** De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et la Préfecture pour une durée de dix ans.
- 2011/0514** De signer l'avenant n° 1 à la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et l'Université Montpellier 2 pour une durée de dix ans.
- 2011/0536** De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle "le Cabaret des vanités" pour un montant global de 16 329.20 € HT dans le cadre du programme du Théâtre Jean Vilar, saison 2011 2012
- 2011/0537** De conclure des contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles, pour un montant global de 33 242.40 € HT dans le cadre du programme du Théâtre Jean Vilar, saison 2011 2012
- 2011/0538** De conclure un avenant n° 1 au marché passé selon une procédure adaptée "Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Systèmes techniques et courants faibles du Futur Hôtel de Ville" attribué à la société EMSYS / CRONOS pour un montant de 27 000 €.
- 2011/0539** De conclure un avenant suite à la modification du planning des travaux du groupe scolaire Ludwig Van Beethoven
- 2011/0541** D'attribuer le marché à bons de commande, concernant l'avant projet Espaces Publics Cité Gély, à la société TRIBECA S.A.R.L représentée par Mme Lydie CHAMPONNOIS, pour un montant compris entre un minimum de 15 000 euros HT et un maximum de 56 000 euros HT (1<sup>ère</sup> année). Les années de reconduction éventuelles sont comprises entre 2 000 euros HT et 8 000 euros HT.
- 2011/0542** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Thierry BIER.
- 2011/0543** De signer avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier une convention qui définit les modalités de répartition des coûts qui résultent de l'absence de réseau de chauffage séparé entre le complexe Pitot-Peyrou et la salle Pierre de Nogaret utilisée par le service Protocole de la Ville.
- 2011/0544** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ monsieur Alain BASTIDE
- 2011/0545** De signer la convention de location du réseau haut débit entre la Ville de Montpellier et SFR pour le raccordement de clients pour une durée de dix ans.

- 2011/0546** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: prestation de tirages photographiques pour l'exposition Apocalypses au Pavillon Populaire, pour un montant global de 13 196.76 € HT
- 2011/0547** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Association Kinésithérapie et Ergothérapie.
- 2011/0548** D'attribuer le marché concernant le contrat de maîtrise d'oeuvre dans le cadre de l'aménagement des locaux de la crèche associative AZEMA à l'entreprise ALAGHEBAND AND PARTNER'S pour un montant global de 43 800,00 € (Mission de base + 2 missions complémentaires)
- 2011/0549** D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI PACTOLE située 6 rue du Fbg du Courreau, cadastrée section BX 98, pour un montant de 1.125.000 €.
- 2011/0550** D'attribuer le marché "prestations de déplacements, petites réparations et mises au rebut de mobiliers" à la société DEMENAGEMENTS SANS, pour un montant total de commandes sans minimum et de 85 000 € HT maximum, pour une durée de quatre ans à compter de sa notification
- 2011/0551** De confier au bureau d'études GINGER CEBTP une mission d'études géotechniques pour le groupe scolaire André Malraux pour un montant de 4850.00 HT sur une durée de 2 semaines.
- 2011/0552** D'approuver la convention de réservation du Corum et du Zénith Sud entre la Ville et la SAEML Enjoy Montpellier du 1er janvier au 31 décembre 2012, renouvelable par tacite reconduction
- 2011/0553** De confier à la société Conseil Ingénierie Acoustique, pour un montant total de 7 950 €HT pour la tranche ferme, 7 150 €HT pour la tranche conditionnelle n°1, et 300 €HT par logement (avec un maximum de 35 logements) pour la tranche conditionnelle n°2, les études acoustiques préalables au projet d'aménagement et d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / Chemin de Moularès), ainsi que le suivi de la mise en oeuvre des protections phoniques des habitations privées impactées par le projet (prise en compte de la réglementation relative au bruit).
- 2011/0554** D'attribuer le marché concernant les analyses d'air libératoires suite aux travaux effectués à l'école élémentaire Jean Moulin à l'entreprise CAP ENVIRONNEMENT pour un montant de 8 980,00 € HT.
- 2011/0555** D'attribuer les marchés "achat de cinémomètres et d'éthylotests" aux sociétés :  
 - MERCURA SAS, pour le lot 1, pour un montant total de commandes compris entre 8 000 € HT minimum et 35 000 € HT maximum  
 - CONTRALCO, pour le lot 2, pour un montant total de commandes compris entre 500 € HT minimum et 4 000 € HT maximum  
 pour une durée de trois ans à compter de leur notification
- 2011/0556** Théâtre Jean Vilar □ De conclure une convention de prestation de recherche « Langues de rues, langues de scène », pour un montant de 4 000 € (non assujetti à la TVA)
- 2011/0557** De conclure un contrat de mise à disposition des oeuvres, pour un montant de 32 437.00 € dans le cadre de l'exposition William Eugene Smith au Pavillon Populaire, du 9 mars au 27 mai 2012
- 2011/0558** Programme d'expositions au Carré Sainte Anne et dans la salle Dominique Bagouet □ Commissariat d'expositions 2012-2014 □ Convention pour l'année 2012 avec M. Numa Hambursin, pour un montant de 24 000 € (honoraires) et 4 000 € maximum de frais
- 2011/0559** D'accepter le don d'un dessin à la Ville de Montpellier dans le cadre de l'exposition Adrien SEGUIN en 2010 au Carré Sainte Anne
- 2011/0560** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: convention pour le suivi et l'assistance à réalisation du site Internet dédié au projet Textopoly, pour un montant de 8000.00 €
- 2011/0561** De confier le marché " travaux d'office de ravalement de la façade et des pignons de l'immeuble situé au 23 boulevard du Jeu de Paume et de sa façade arrière impasse du Moulin d'Huile " MAPA 1M704 à l'entreprise FACADE 34, pour un montant de 42.738,50 € HT
- 2011/0562** D'attribuer un marché, dans le cadre de la poursuite du contrat de maintenance du logiciel Astre, arrivant à terme au 31 décembre 2011, à compter du 1er janvier 2012, à la société GFI Progiciels, editrice dudit logiciel, pour une période initiale de 1 an et est reconductible par période d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

- 2011/0563** De résilier le marché à procédure adaptée concernant l'expertise des véhicules mis en fourrière confié au cabinet FRETAY sis 34120 Pézenas à compter du 1er janvier 2012.
- 2011/0569** De conclure avec ACM-Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour une durée de 2 mois, une convention d'occupation du Domaine Public pour des locaux situés 1, route de Lavérune.
- 2011/0570** De créer une régie de recettes à compter du 1er janvier 2012 pour l'encaissement des droits d'emplacement, suite à la fin anticipée de la DSP de gestion de l'aire de Bionne
- 2011/0575** De prolonger par avenant n°1 à la convention de mise à disposition passée avec l'association "DEFI", la durée d'occupation des locaux situés, Square de Cos, jusqu'au 31/12/2013.
- 2011/0579** D'augmenter le montant de l'avance de 7 000 euros à 20 000 euros, afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Service Prévention
- 2011/0580** D'augmenter le montant de l'avance à 6 000 euros afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avance GUSO de la Direction de la Culture et du Patrimoine, et une réactivité au niveau du paiement des salaires des intermittents du spectacle et des charges afférentes
- 2011/0581** D'augmenter le montant de l'avance à 6 000 euros Afin d'assurer le bon fonctionnement de la régie d'avance GUSO de la Direction de l'Action Territoriale, et une réactivité au niveau du paiement des salaires des intermittents du spectacle et des charges inhérentes,
- 2011/0584** D'attribuer le marché, concernant l'étude d'incidences hydrauliques de la ZAC du Coteau, au bureau d'étude CEREG Ingénierie pour un montant de 5 500 € HT
- 2011/0585** De confier une mission de prestations d'entretien des ascenseurs et monte-handicapés, à la Société SCHINDLER pour un montant de 8320€ H.T. sur une durée d'1 an
- 2012/0001** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Mme CROCHIN
- 2012/0002** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Société Urbain Net (SARL)
- 2012/0003** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Société Chronologie Ingénierie (SARL)
- 2012/0004** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/M. CASTILLON et Mme MOLLES
- 2012/0005** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ SCCV Le jardin des oliviers
- 2012/0006** De prolonger, du 1er avril 2012 au 31 mars 2013, la convention d'occupation précaire et révocable passée avec la Société France Télécom pour l'occupation de la parcelle de terrain située, 738 rue de la Salaison - Domaine de la Pompignane.
- 2012/0007** De proroger par avenant n°2, jusqu'au 31 décembre 2012, le bail passé avec la SAS CHATEAU POURCEL pour le terrain situé 55 route de Nîmes
- 2012/0008** D'attribuer le marché passé selon la procédure adaptée, pour la mission d'études géotechniques du groupe scolaire André Malraux, à l'entreprise GINGER CEBTP, localisée à JACOU, pour un montant de 5 550€ HT. Annule et remplace la décision 2011 /0551, qui mentionné un montant erroné, pour l'attribution de ce même marché. L'entreprise retenue étant inchangée
- 2012/0009** De prolonger par avenant n°1 à la convention de mise à disposition passée avec l'association "I.PEICC", (I. Projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté), la durée d'occupation des locaux 139 rue du Bari, jusqu'au 31/12/2013
- 2012/0011** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Mme GOURIOU

- 2012/0013** D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée « Direction artistique de la ZAT! Celleneuve, avril 2012 » à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, directeur artistique, chargé de la programmation et du suivi de l'évènement, pour un montant de 24 230.40 € HT
- 2012/0018** D'attribuer le marché à la société K-PRODZ dans le cadre de la réalisation de vidéos pour la Web TV de la ville de Montpellier pour un montant minimum de 10 000€ et un montant maximum de 60 000€, pour une période de 1 an à compter de la notification
- 2012/0020** D'attribuer le marché "achat d'un système d'assemblage et de brochage automatisé" à la société SAS SIPROUDHIS pour un montant total de commandes de 35 237,00 € HT pour une durée d'un mois à compter de sa notification.
- 2012/0021** D'attribuer le marché d'entretien des systèmes de ventilation du Tunnel de la Comédie à la société AXIMA SEITHA, pour un montant de 6380,00 € H.T.
- 2012/0022** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ SCI Immo Gambetta.
- 2012/0023** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ URBAIN NET (SARL).
- 2012/0024** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire Ville c/ Immo DARU.
- 2012/0026** De conclure un contrat de collecte du courrier avec La Poste, dans le cadre de la dématérialisation et dans une volonté de gain de temps et de simplicité
- 2012/0027** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP LYON-CAEN et THIRIEZ dans l'affaire Ville c/ Association Kinésithérapie et Ergothérapie.
- 2012/0029** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire désordres Crèche la Petit Sirène - quartier MALBOSC.
- 2012/0030** D'attribuer le marché de numérisation des oeuvres de l'exposition "William Eugene Smith: Pittsburgh, le labyrinthe impossible, 1955-1958" au Pavillon Populaire du 9 mars au 27 mai 2012, faisant l'objet d'un catalogue, à l'Arizona Board of Regents, Université d'Arizona, pour un montant de 10 029.90 dollars (soit 7870 € au cours du 17 janvier 2012)
- 2012/0031** De conclure un contrat de prestation d'assistance d'Avenio v9 et Avenio Web v3 entre la société DI'X et la Ville de Montpellier pour l'année 2012, pour un montant de 1400 € HT, dans le cadre de la gestion intégrée des archives
- 2012/0034** De conclure un avenant au marché d'accompagnement et de transfert de compétence pour la formalisation des politiques publiques proposé par l'entreprise EDATER, portant de 12 à 18 mois la durée du marché, mais sans incidence sur le montant du marché et sur son objet.
- 2012/0035** De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et ASSOCIES dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence Colas.
- 2012/0036** D'abroger la décision de préemption de la propriété de la SCI IMMOPHONE située 8 rue Aristide Ollivier (lot 4) cadastrée section HM 279.

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0343

**Mission d'accompagnement de la Ville à la définition  
de sa politique sociale et du plan d'actions associé  
Attribution d'un marché passé  
selon une procédure adaptée**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché relatif à la mission d'accompagnement de la Ville de Montpellier à la définition de sa politique sociale et du plan d'actions associé pour les 10 ans à venir.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 22 février 2011, le Cabinet ENEIS Conseil - 2 Rue du Châteaudun - 75009 PARIS - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer la marché précité au Cabinet ENEIS Conseil, pour un montant de 34 500 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (925202/617).
- D'autoriser Madame le Maire à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 10/01/2012

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 11/01/2012  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché négocié d'étude  
complémentaire de simulation thermique dynamique  
pour le Futur Hôtel de Ville.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2181/2011 en date du 5 septembre 2011, donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, Adjoint délégué au Quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine et à l'économie des ressources et des énergies.

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de confier un marché d'étude complémentaire de simulation thermique dynamique du Futur Hôtel de Ville, quartier les Consuls de Mer, Port Marianne ;
- qu'à la suite d'un marché négocié conformément à l'article 35 II-8, la Commission d'appel d'offre en date du 13 septembre 2011 a décidé d'attribuer ce marché d'étude à la société BEHI SA ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité au bureau d'études, BEHI SA 17 rue Hermès 31527 RAMONVILLE Cedex, pour un montant total du marché de 5 300.00 € HT (cinq mille trois cent Euros Hors Taxes ;
  - d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché avec l'entreprise titulaire,
  - et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
  - de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville :
- Direction Architecture & Immobilier : Service Conduite d'Opération :  
Nature : 2313 / Fonction : 900/201 /Opération : 10040

**Montpellier, le 09/01/2012**

**Pour Madame le Maire,  
Monsieur l'Adjoint délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le :** 10/01/2012  
**Notifiée le :**

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à la Préfecture de l'Hérault**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition d'administrations ;
- Que pour des besoins informatiques, la Préfecture de l'Hérault a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique de son réseau Pégase. Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire d'environ 4 000 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, la Préfecture de l'Hérault a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans,
  - frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 1 098 €,
  - redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 8 000 €.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre la Préfecture de l'Hérault et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**  
**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 11/01/2012**  
**Notifiée le :**





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA PREFECTURE DE L'HERAULT**

**Entre les soussignés :**

- **La Ville de Montpellier**, dont le siège social est au 1, place Francis Ponge, représentée par Madame Hélène MANDROUX, en sa qualité de Maire, dûment habilitée à l'effet des présentes par décision en date du

ci-après dénommée "**la Ville** "

d'une part,

et

**La Préfecture de l' Hérault**, ayant son siège à Montpellier, 34, Place des Martyrs de la Résistance, représentée par le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault ou son représentant par délégation, dûment habilités à signer la présente convention pour le compte de l'Etat,

ci-après désignée par les termes « **la Préfecture** »

d'autre part,

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 - DEFINITIONS .....	4
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	4
ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES.....	5
ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION .....	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES .....	5
6.4.1 MISE A DISPOSITION .....	6
6.4.2 RECEPTION.....	6
6.4.3 RETARD DE MISE A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES.....	7
ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS.....	9
ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES.....	10
ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE .....	11
ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION .....	12
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	12
ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES.....	13

## IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de câbles à fibres optiques qu'elle se propose de mettre à la disposition de tiers et notamment de la Préfecture.

Pour les besoins de développement de ses réseaux, la Préfecture a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique réalisée par cette dernière sur son territoire.

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

Les termes employés dans la présente convention sont définis comme suit :

- **Fibres optiques** : infrastructures optiques dont les caractéristiques sont définies en annexe n° 2 et composant un câble de télécommunications mis à disposition par la Ville.
- **Liaisons** : désigne les fibres optiques terminées par des connecteurs entre deux points de livraison telles que déterminées en annexe n°1. Le terme "liaison" pourra indifféremment être employé au pluriel ou au singulier, ce terme prendra alors en compte l'intégralité des fibres optiques mises à disposition de la Préfecture.
- **Mise à disposition** : réception des fibres optiques levée de toute réserve majeure par la Préfecture les conditions définies à l'article 6.4 ci-après.
- **Point(s) de livraison** : points géographiques identifiés en annexe n°1 où sont mis à disposition de la Préfecture les fibres optiques.
- **Dysfonctionnement** : désigne l'interruption ou la dégradation d'une liaison, dont il résulte que les spécifications techniques de fibres optiques définies en annexe n°2 ne sont plus respectées.
- **Rétablissement** : désigne la restauration provisoire ou définitive des spécifications techniques d'une liaison à la suite d'un dysfonctionnement.

### **ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de la Préfecture une fibre optique déployée sur son domaine public routier pour la mise en réseau de la Préfecture et de la Direction Départementale de la Sécurité Publique-Centre d'Information et de Commandement (CIC).

Au cas où des dispositions législatives, réglementaires ou autres relatives à l'application de cette convention entreraient en vigueur pendant l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se rapprocher pour modifier en conséquence, le cas échéant, les termes de la présente.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de la Préfecture sont implantées le long de la plateforme de la première ligne du tramway entre les points de livraison suivants :

- Site préfecture, dans une chambre type L3T en trottoir au droit du bâtiment (point 1 sur plan joint en annexe n°1).
- Site commissariat, à l'intérieur d'une chambre, type L3T au droit du bâtiment situé chemin de moularès (point 2 sur plan joint en annexe n°1).

Ce qui représente un linéaire total d'environ 4 000 m maximum, longueur qui sera définie précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de la Préfecture sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

Les spécifications techniques de ces fibres optiques sont définies dans l'annexe n° 2 à la présente.

En cas de demande complémentaire de la part de la Préfecture, un avenant à la convention sera négocié.

#### **ARTICLE 4 - PROPRIETE DES FIBRES OPTIQUES**

La Préfecture est et restera le propriétaire de l'ensemble des fibres optiques et des fourreaux qu'elle déploiera jusqu'aux points de livraison des fibres optiques de la Ville mises à disposition dans le cadre de la présente.

La Ville demeure quant à elle propriétaire de ses fibres optiques, la présente convention ne pouvant pas être considérée comme transférant à la Préfecture la propriété desdites fibres optiques réalisées sur le domaine public, ni constituer un quelconque droit réel, ni être considérée comme constitutive de droits réels.

#### **ARTICLE 5 - SOUS-CONCESSION**

Il est entendu entre les parties que la Ville n'a signé la présente convention qu'en raison de la qualité de la Préfecture.

La Préfecture s'interdit de sous-concéder ou sous-louer les fibres optiques ainsi que les lieux et les emprises mis à sa disposition, sauf autorisation préalable expresse de la Ville.

#### **ARTICLE 6 - CONDITIONS DES TRAVAUX DE RACCORDEMENT- RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES**

##### **6.1: AUTORISATIONS REGLEMENTAIRES**

La Ville fournira à la Préfecture toutes les autorisations réglementaires, de passage ou d'occupation, nécessaires au raccordement de ses équipements aux fibres optiques mises à sa disposition, dans son domaine de compétence et pendant la durée de la présente convention.

La Préfecture doit se conformer pendant l'exécution des travaux de raccordement, ou pendant les travaux de modification ultérieurs, au règlement de voirie de la Ville.

##### **6.2: PREVENTION ET SAUVEGARDE**

La Préfecture prendra toute mesure pour ne pas compromettre la sécurité des tiers au cours de l'exécution des travaux de raccordement ou dans le cadre de l'exploitation de ses équipements de raccordement. La Préfecture se conformera strictement aux règles d'hygiène et de sécurité.

##### **6.3 : FRAIS A LA CHARGE DE LA PRÉFECTURE**

L'ensemble des coûts occasionnés par les travaux de raccordement de ses équipements aux fibres optiques par la Préfecture sont à sa charge exclusive.

A cet effet, un état des lieux contradictoire, en présence des représentants des parties contractantes, sera réalisé préalablement à tout commencement d'exécution des travaux et un procès-verbal de cette visite sera dressé.

De son côté, la Ville supportera également les dépenses exigées par l'entretien et la maintenance de ses fibres optiques ou autres installations mises à disposition aux points de livraison..

#### 6.4 : RECEPTION DES FIBRES OPTIQUES

La Ville s'engage à mettre les liaisons optiques à la disposition de la Préfecture aux points de livraison et à la date de mise à disposition définis en annexe n°1

##### 6.4.1 Mise à disposition

La Ville s'engage à livrer les liaisons à la Préfecture à la date définie en annexe n°1 comme la "**date de mise à disposition**" (au plus tard avant le 15 Décembre 2011). Cette date est la date à laquelle la Préfecture aura pu prononcer la réception de la liaison, levée de toutes réserves majeures dans les conditions définies à l'article 6.4.2 ci-après.

##### 6.4.2 Réception

Une réception des liaisons sera réalisée par les parties à l'invitation de la Ville. Elle se déroulera comme suit:

La Ville informera la Préfecture par lettre ou télécopie du jour de la réception, huit (8) jours au moins avant la date prévue pour cette dernière.

Lors des opérations de réception telles que définies en annexe n°3 et à l'issue des tests, les parties procéderont, aux points de livraison, à la signature du certificat de réception de la (des) liaison(s).

Dans l'hypothèse où des réserves mineures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves mineures sont considérées comme ne mettant pas en cause la conformité des fibres optiques aux spécifications techniques définies en annexe n°2.

La levée desdites réserves par la Ville fera l'objet d'un courrier ou d'une télécopie adressé à la Préfecture; elle ne donnera pas lieu à une nouvelle réception des liaisons.

Dans l'hypothèse où des réserves majeures seraient émises lors de la signature du certificat de réception, les parties définiront en commun le délai impératif imparti à la Ville pour procéder à la levée de ces réserves et feront figurer ce délai sur ledit certificat. Ces réserves majeures sont considérées comme empêchant la mise en service de la liaison ou des fibres optiques.

En cas d'impossibilité pour la Préfecture de participer, au jour dit, aux opérations de réception, la Préfecture devra en aviser par écrit la Ville deux (2) jours avant la date de réception initiale.

La Ville proposera une nouvelle date de réception, pour laquelle la Préfecture s'engage à se rendre disponible.

##### 6.4.3 Retard de mise à disposition

En cas de retard de la Ville dans la mise à disposition d'une liaison par rapport à la date de mise à disposition définie en annexe n°1 et après un délai supplémentaire d'une (1) semaine, la Préfecture peut réclamer à la Ville, une réduction de redevance, calculée comme suit :

**CR= C\*R/100**

où :

**CR=** montant du crédit de redevance

**C=** le montant de la redevance annuelle de mise à disposition, telle que définie à l'article 9.2 ci-après,

**R=** nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1. et fixée en annexe n°1.

La Ville déduira le montant de ce crédit CR des sommes dues par la Préfecture dès le prochain titre de recettes émis par la Ville au titre de la redevance de mise à disposition.

Dans l'hypothèse où aucune mise à disposition n'est intervenue dans les 30 jours suivants la date prévue en annexe n°1, la Préfecture pourra résilier la convention, sans autre préavis qu'un courrier recommandé avec accusé de réception notifiant ladite résiliation.

## **ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES**

### **7.1 : EXPLOITATION**

La Préfecture sera responsable, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux fibres optiques existantes appartenant à la Ville dans les conditions définies à l'article 10 ci-après.

### **7.2 : RESPECT DES LIAISONS MISES A DISPOSITION / MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS**

La Préfecture s'engage à n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux points de livraison, emprises et fibres optiques qui seront à sa disposition en application de la présente convention. Le cas échéant et à l'issue d'un accord préalable entre les deux parties sur les travaux de réparation à effectuer, la Préfecture procède sans délai à la remise en état des lieux.

La Préfecture devra entretenir dans les règles de l'art et à ses frais les équipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente convention.

La Ville assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à la Préfecture d'assurer la continuité des services fournis à ses propres clients.

En cas d'intervention programmée de la Ville pour assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons, elle devra en informer préalablement la Préfecture quarante cinq (45) jours ouvrés avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si la Préfecture constate un défaut affectant ses liaisons, elle en informera la Ville sans délai.

### **7.3 : MAINTENANCE CORRECTIVE / DISPONIBILITE DES LIAISONS**

Les préposés ou prestataires de la Préfecture devront se conformer strictement à l'occasion de toute intervention au règlement de voirie de la Ville et aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Pour la maintenance de ses équipements, la Préfecture n'aura pas libre accès aux points de livraison des liaisons mises à disposition par la Ville tels que définis en annexe n°1.

Toutefois, en cas d'urgence justifiée par la nécessité de rétablir les services de télécommunications, le prestataire de maintenance de la Préfecture pourra intervenir sur ses équipements et son câble à fibre optique sur un des points de livraison sans délai en tenant informés par fax et avant l'intervention:

- le prestataire de maintenance du réseau Ville, dont les coordonnées seront communiquées à la Préfecture après la mise à disposition des fibres optiques
- les services techniques de la Ville.

#### 7.3.1. Mode d'alerte

La Ville fournit une assistance téléphonique et un service d'intervention sur site par l'intermédiaire de son prestataire de maintenance afin de remédier à une anomalie ou à un dysfonctionnement sur les fibres optiques mises à disposition de la Préfecture.

Le traitement de l'appel se fera en deux étapes : assistance téléphonique, puis intervention sur site si nécessaire.

A la détection d'une anomalie ou d'un dysfonctionnement sur la liaison, le prestataire de maintenance de la Préfecture appelle le prestataire de maintenance du réseau Ville et avertit la Ville par télécopie.

Le prestataire de maintenance de la Préfecture devra analyser l'origine potentielle du défaut et n'appeler le prestataire de maintenance du réseau Ville qu'après s'être assuré que le problème ne provient pas des propres équipements de la Préfecture.

Le prestataire de maintenance de la Préfecture confirme son appel par l'envoi en télécopie d'une fiche d'anomalie valant demande d'intervention.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville accuse réception de celle-ci dans les 30 minutes et vérifie qu'il possède toutes les informations pour rétablir le bon fonctionnement.

La période de dysfonctionnement sera déterminée à partir de la réception de ladite télécopie comportant toutes les informations sur la liaison, correspondant aussi au point de départ des délais énoncés ci-après, l'accusé de réception de la télécopie faisant foi.

Le prestataire de maintenance du réseau Ville intervient suivant les indications mentionnées dans la fiche d'anomalie et fournira les informations au prestataire de maintenance de la Préfecture sur l'état d'avancement du diagnostic et de la remise en état de la liaison.

Le prestataire de maintenance de la Préfecture donnera toute information en sa possession nécessaire au prestataire de la maintenance du réseau Ville, ou de ses commettants, chargé de la suppression de la défaillance. L'intervention fera l'objet d'un rapport adressé par la Ville à la Préfecture indiquant l'heure du début du dysfonctionnement et l'heure de rétablissement de la liaison.

Les coordonnées de la Ville sont les suivantes :

N° de téléphone : 04 67 34 71 17/ 04 67 34 70 33 mel : [alain.flottes@ville-montpellier.fr](mailto:alain.flottes@ville-montpellier.fr)/  
[eric.alabert@ville-montpellier.fr](mailto:eric.alabert@ville-montpellier.fr)

Les coordonnées du prestataire seront communiquées à la Préfecture après la mise à disposition des fibres optiques, celles-ci seront mises à jour par la Ville dès que nécessaire.

Les demandes d'intervention de la Préfecture seront recevables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

La Ville assurera à ses frais le diagnostic et la réparation de la liaison en cas de dysfonctionnement, sauf si celui-ci est dû à la Préfecture. Dans ce cas, cette dernière remboursera à la Ville les dépenses, dûment justifiées, qu'elle aura engagées.

### 7.3.2 Délais de rétablissement

En cas de dysfonctionnement affectant une liaison, la Ville ou ses commettants s'efforceront de rétablir les spécifications de ladite liaison sans frais supplémentaires pour la Préfecture dans le délai énoncé ci-dessous.

En cas de dysfonctionnement d'une liaison (24 h/24, 7 jours sur 7) :

- le délai maximum d'intervention de la Ville est de : quatre (4) heures.
- le délai maximum de rétablissement provisoire d'une liaison est de douze (12) heures.
- le délai maximum de rétablissement définitif d'une liaison est de trois (3) jours.

Les délais avant le rétablissement de la liaison sont calculés dans les conditions fixées par l'article 7.3.1 ci-avant.

Les conditions de disponibilité annuelle d'une liaison sont les suivantes :

- une liaison ne pourra être affectée par plus de trois (3) dysfonctionnements par an
- le temps de dysfonctionnement cumulé maximum d'une liaison sur une année est de trente six (36) heures ;

### 7.3.3 Crédit de redevance :

La Préfecture bénéficiera d'un crédit de redevance correspondant à :

- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal de rétablissement provisoire de 12 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle de mise à disposition définie à l'article 9.2 ci-après, par tranche de 12 heures de dysfonctionnement dès la première heure au-delà du délai maximal annuel de dysfonctionnement de 36 heures ;
- 5% du montant de la redevance annuelle par dysfonctionnement dès le 4<sup>ème</sup> dysfonctionnement d'une liaison pour une même année.

Le crédit de redevance sera automatiquement déduit par la Ville lors du calcul du montant du titre annuel de recette émis par la Trésorerie Principale Municipale en application des dispositions de l'article 9.2 ci-après.

L'application du crédit de redevance n'emporte en aucun cas pour la Préfecture renonciation à invoquer la résiliation de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.2 ci-après, la Préfecture se réservant le droit de faire valoir cette résiliation à tout moment et nonobstant l'application ou le paiement du crédit de redevance.

## **ARTICLE 8 - MODIFICATION DES LIAISONS**

La Préfecture devra à la demande de la Ville, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt général, subir les déplacements ou les modifications requises des liaisons.

La Ville devra aviser la Préfecture par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quarante cinq (45) jours ouvrés à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications.

Dans l'hypothèse où les travaux correspondants sur une ou plusieurs fibres optiques mises à disposition de la Préfecture entraîneraient l'interruption de cette mise à disposition les parties se rapprocheront afin de définir toute mesure provisoire permettant d'assurer la continuité des services fournis par la Préfecture.

Dans cette hypothèse, les parties se concerteraient pour trouver une possibilité de basculer les liaisons concernées vers d'autres infrastructures optiques disponibles. A défaut d'accord, la Préfecture pourra résilier tout ou partie de la présente convention dans les conditions définies à l'article 14.2.1 ci-après, sans application du préavis de trois (3) mois.

## **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès au service est fixé à **1098 euros nets toutes charges comprises**.

### **9.2: REDEVANCE DE MISE A DISPOSITION**

#### **9.2.1 Montant de la redevance**

L'indemnité annuelle d'occupation sera versée par la Préfecture, par mandat administratif, au vu du titre de recette émis par la Ville, accompagné du mémoire correspondant.

**Le montant** annuel de cette redevance s'élève à 2 € nets /paire de fibres optiques, base juin 2002 (deux euros nets toutes charges comprises par mètre linéaire et par paire).

Il est calculé comme suit :

$$P0 = 2 \text{ € } \times d \times n$$

d = longueur de la liaison en mètres linéaires.

n = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

Les valeurs d et n seront celles fixées dans le procès-verbal de réception des équipements mis à disposition.

Le coût 2011 de la redevance pour l'année 2011/2012 figure en annexe 3 et résulte de l'application de la formule paramétrique figurant à l'article 9-2-3 de la présente convention.

#### **9.2.2 Paiement de la redevance**

Sur présentation par la Ville d'un titre de recette, portant la référence comptable "convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de Montpellier à la Préfecture raccordement bâtiment Odysséum", qui sera adressé à :

Préfecture de l'Hérault

Bureau du Budget, du Courrier, des Moyens et de la Logistique

34, Place des martyrs de la résistance

34062 Montpellier Cedex

Le premier titre de recette sera accompagné d'un relevé d'identité bancaire.

Pour l'année en cours (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 devembre), le paiement s'effectuera avant le 30 juin sur présentation (au moins 60 jours avant l'émission) du titre de recette correspondant.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée au prorata temporis de la mise à disposition effective des fibres optiques, la première facturation étant calculée à compter de la date de mise à disposition et jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

### 9.2.3 Variation de la redevance

L'indemnité ci-dessus évolue au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la formule suivante :

$$P = Po \left( 0,6 \frac{S}{SO} + 0,4 \frac{PsdT}{PsdTO} \right) \text{ dans laquelle :}$$

- P est le prix actualisé;
- Po le prix de référence (valeur juin 2002);
- S est la dernière valeur connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée de l'indice général des salaires dans les industries mécaniques et électriques ICHTTS1
- SO est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 116,5;
- PsdT est la dernière valeur considérée de l'indice « produits et services du secteur industrie du téléphone »,
- PsdTO est la valeur du même indice du mois de février 2002 soit 121,8.

## ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

La Préfecture est responsable, au nom de l'Etat, tant vis-à-vis de la Ville que vis-à-vis des tiers, des dommages ou dégâts matériels ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'implantation ou de l'exploitation de ses équipements aux points de livraison.

La Préfecture fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à la Préfecture du fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

## ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

La Préfecture a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant.

## ARTICLE 12 - CESSION DE LA CONVENTION

La Préfecture ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

## **ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Elle est conclue pour une durée initiale de dix ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant.

Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord exprès des parties, la Préfecture informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à la Préfecture. A défaut d'accord des parties, la Ville et la Préfecture mettront un terme à la présente convention.

## **ARTICLE 14 - RESILIATION**

### **14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par la Préfecture de ses obligations conventionnelles, *sous réserve d'en informer la Préfecture par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.*

#### **14.1.1: Dans l'intérêt général**

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

#### **14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par la Préfecture**

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Préfecture de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

#### **14.1.3 Indemnisation de résiliation**

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, la Ville reversera à la Préfecture le montant de la redevance de location calculée à compter de la date effective de résiliation de la convention .

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 la Préfecture abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### **14.1.4 Procédure de résiliation**

La résiliation sera prononcée par la Ville. La résiliation sera notifiée à la Préfecture par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de la Préfecture, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à la Préfecture pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

#### **14.1.5 Dépose des équipements de la Préfecture**

La Préfecture est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation.

### **14.2 : A L'INITIATIVE DE LA PRÉFECTURE**

#### 14.2.1 Sans faute de la Ville

La Préfecture peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant l'échéance

Dans ce cas la Préfecture abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

#### 14.2.2 En cas d'inexécution

La Préfecture peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre la Préfecture du fait de ladite résiliation.

### **ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

#### Liste des annexes :

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition

Annexe n° 3 : Détermination du coût de la redevance annuelle pour 2011/2012

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour la Préfecture



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA PREFECTURE DE L'HERAULT**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

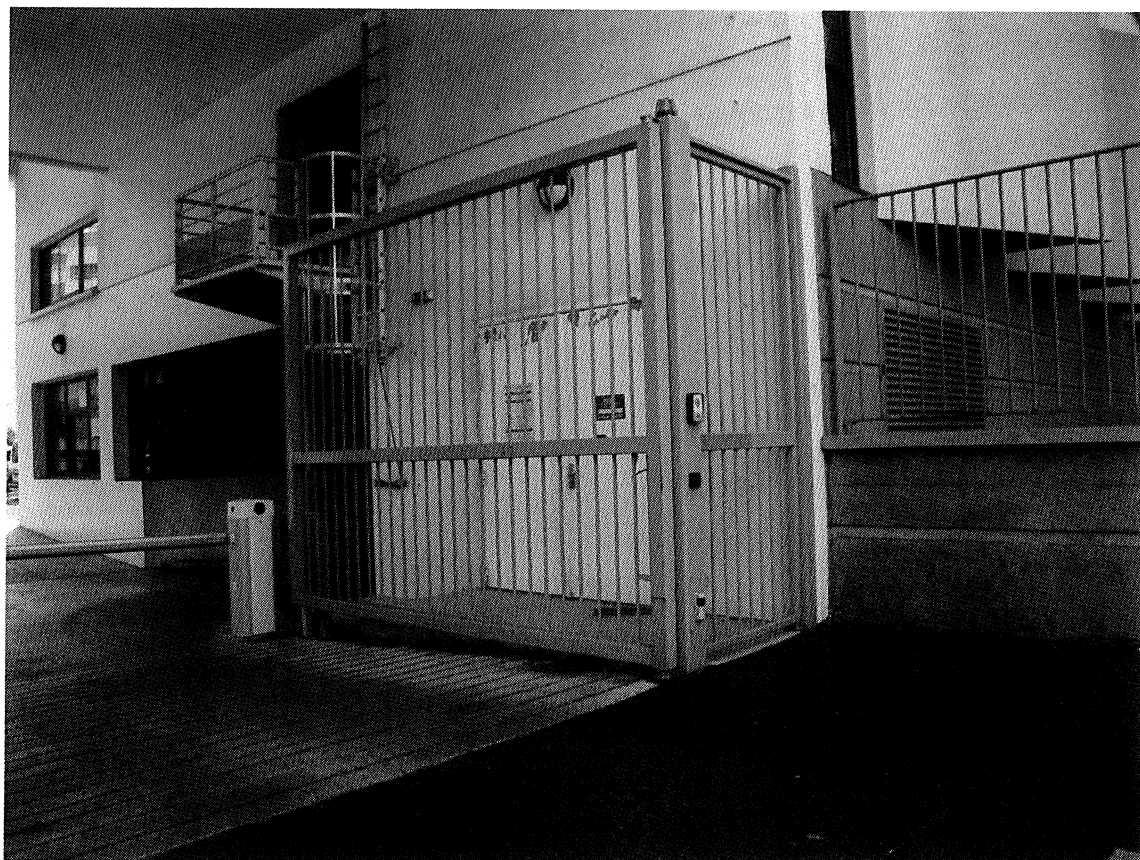
**1° Description géographique des liaisons mises à disposition de la Préfecture par la Ville :**

La liaison est composée d'une paire de fibre optique du réseau haut débit Pégase de la Ville sur une distance estimée à 4 000 m.

**2° Points de livraison des liaisons :**

- Point de livraison n°1: Préfecture
- Point de livraison n°2: au droit du bâtiment de la Sécurité Publique-Centre d'Information et de Commandement





**3° Date de mise à disposition des liaisons :**

Sous un mois à compter de la signature de la convention.

732



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A LA PREFECTURE DE L'HERAULT**

**ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES**

## SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

### Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Valeur</b>
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ( $= 0.69 \text{ GN/m}^2$ ) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER**

**A LA PREFECTURE DE L'HERAULT**

**ANNEXE N°3 : Détermination du coût de la redevance annuelle**

285

**Redevance de connexion de mise à disposition de fibres optiques de la ville  
à la Préfecture**

**Calcul de la redevance 2011**

Frais de mise en service 1098,0

Redevance annuelle :  $R = 2€ \times d \times n$

$n$  = nombre de paires de fibres optiques mises à disposition.

$d$  = longueur de la liaison en mètre linéaire.

$d = 4\,000\text{ m.}$        $n = 1$

$P0 = 2€ \times d \times n$

$P0 = 2 \times 4\,000 \times 1$

$P0 = 8\,000,00\text{ €}$

**Variation de la redevance**

$P = P0(0,6 \times S/S0 + 0,4 \times Psdt/PsdT0)$

$S0 = 116,5$

$PsdT0 = 121,8$

$PsdT = 124,28$

$S = 150,29$

$P = 9\,457,36\text{ €}$

**Montant total de la redevance pour l'année 2011 :** 10 555,36



**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par**  
**la Ville de Montpellier à l'Université Montpellier 2**  
**Avenant n° 1**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la Ville a par convention en date du 1 février 2005, mis à disposition de l'Université Montpellier 2 des liaisons optiques de son réseau haut débit Pégase pour permettre à celle-ci d'établir un réseau haut débit entre ses différents sites sur Montpellier,

- Que pour les besoins de développement de ses réseaux, et en particulier afin de desservir deux sites supplémentaires, elle a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une nouvelle liaison optique de son réseau Pégase,

Cette liaison optique mise à disposition représente un linéaire supplémentaire d'environ 50 mètres de paires de fibres optiques portant la totalité du réseau optique à 2 541m.

- Qu'il convient d'établir un avenant n°1 pour la réalisation de cette liaison optique,
- Qu'après négociation, l'Université Montpellier 2 a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
- durée dix ans,
- frais d'accès au service payés en une fois et correspondant aux travaux de raccordement dont le montant est de 9 178,70 €,
- redevance annuelle fixée à 2 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2002 soit environ 5 082 € ;

**Décide en conséquence :**

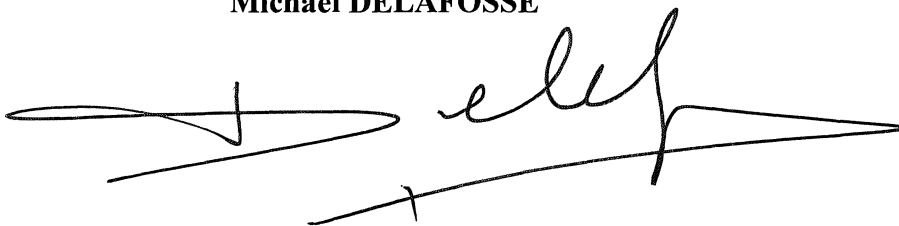
- D'approuver l'avenant n°1 à passer entre la Ville et l'Université Montpellier 2,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cet avenant,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 10/01/2012**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 11/01/2012**

**Notifiée le :**

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Michaël DELAFOSSE, is written over the printed name. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A L'UNIVERSITE MONTPELLIER II  
AVENANT N°1**

**Entre les soussignés :**

- **La Ville de Montpellier**, dont le siège social est au 1, place Francis Ponge, représentée par Madame Hélène MANDROUX, en sa qualité de Maire, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération en date du

ci-après dénommée "**la Ville**"

d'une part,

et

**UNIVERSITE MONTPELLIER II**, dont le siège social se trouve :  
Place Eugène Bataillon  
34095 MONTPELLIER Cedex 05

représentée par Madame Danièle HERIN, présidente de UNIVERSITE MONTPELLIER 2, dûment habilitée à cet effet,

ci-après dénommée "**UM2**"

d'autre part,

quo

## **IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT**

Le 10 mai 2006, la Ville a, par convention, mis à disposition de l'UM2 des liaisons optiques de son réseau haut débit Pégase pour permettre à celle-ci de constituer son propre réseau haut débit.

L'UM2 a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une liaison optique supplémentaire rue de la Gallera pour la desserte de deux bâtiments.

Dans ce contexte, les parties se sont rapprochées afin de signer un avenant n°1 à la convention de base pour la mise à disposition de cette nouvelle liaison optique.

### **ARTICLE 1 - OBJET DE L' AVENANT**

La présent avenant a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières par lesquelles la Ville met à disposition de l'UM2 une nouvelle liaison optique. Les articles 3 description des fibres optiques et 9.1 Frais d'accès sont modifiés les autres articles de la convention restent inchangés.

### **ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES FIBRES OPTIQUES**

Les fibres optiques de la Ville mises à disposition de l'UM2 pour la nouvelle liaison sont implantées entre les points de livraison suivants :

- Traversée de la rue de la Gallera

La longueur de cette liaison est d'environ 50 m.

Ce qui représente un linéaire total d'environ 2541 m, longueur qui sera définie précisément lors de la phase de réception et servira de base au calcul de la redevance.

Les infrastructures optiques déployées par la Ville et mises à disposition de l'UM2 sont définies dans l'annexe n°1 à la présente.

### **ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES**

#### **9.1: FRAIS D'ACCES**

Le montant des frais d'accès pour cette liaison est fixé à 9 178,70 euros nets toutes charges comprises; son règlement s'effectuera en une seule fois sur présentation d'un titre de recette émis après la mise à disposition des fibres optiques.

#### **Liste des annexes :**

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition

Fait à Montpellier le

En cinq exemplaires originaux de 4 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint Délégué

Pour l'Université Montpellier 2

La Présidente de l' UM2

Danièle HERIN

742



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES  
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER  
A L'UNIVERSITE MONTPELLIER II  
AVENANT N°1**

**ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION**

**1° Description géographique des mises à disposition de l'UM2 par la Ville :**

La liaison est composée d'une paire de fibres optiques du réseau haut débit Pégase de la Ville sur une distance estimée à 50 m.

**2° Points de livraison des liaisons :**

- traversée de la rue de la gallera

**3° Date de mise à disposition de la liaison :**

Sous deux mois à compter de la signature de l'avenant.

244

**Théâtre Jean Vilar, saison 2011 2012**  
**Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar
- Que ce programme inclut la programmation du spectacle *Le Cabaret des Vanités* les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2011 ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la signature du contrat de cession d'exploitation du spectacle *Le Cabaret des Vanités*, avec la compagnie « Le Groupe Incognito », pour un montant de 10 600.00 € HT
- De dire que seront également pris en charge les frais d'hébergement de l'équipe technique et artistique (2 019.60€ HT), les repas sous forme de défraiements (1 169.60 € HT), les frais de transport des décors (1 300.00 € HT) et de déplacement du personnel (1 240.00 € HT), soit un total de 5 729.20 € HT ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le :  
Notifiée le :

**CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION**  
**D'UN SPECTACLE**  
(article 279.b.bis du CGI)

**ENTRE LES SOUSSIGNÉS :**

**Le Groupe Incognito**, association loi 1901  
Adresse : Chez Taury – 16490 Alloue  
N°SIRET : 452 775 091 000 13 - Code APE : 9001Z  
Licences d'entrepreneur du spectacle, catégorie 2 – 1027340  
Représenté par Madame Nicole Gautier, Présidente  
ci-après dénommé "La Compagnie", d'une part,

Et

**La Ville de Montpellier**  
Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65  
Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr  
SIRET : 213 401 72 20 0011 – Code APE : 751A  
Licences d'entrepreneur du spectacle : 1- 1030066 / 3- 1027742  
Adresse postale : Théâtre Jean Vilar - 155 rue de Bologne - 34080 Montpellier  
Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme « L'Organisateur », d'autre part,

**IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :**

**A – La Compagnie s'est assurée du concours des artistes nécessaires à la présentation du spectacle suivant :**

**« Le Cabaret des Vanités »**  
création collective dans une mise en scène collective.

**B - L'Organisateur s'est assuré de la disponibilité de la Grande Salle du Théâtre Jean Vilar (155 rue de Bologne – 34800 Montpellier) dont la Compagnie déclare connaître et accepter toutes les caractéristiques techniques.**  
En aucun cas, l'Organisateur ne pourra changer le lieu du spectacle sans en informer préalablement la Compagnie.

KB

746





**Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012**  
**Contrats de cession du droit d'exploitation de  
spectacles**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte les spectacles *l'Ogrelet* (Academia Perduta) les 23 et 24 janvier 2012, *Ocho* (Compagnie l'Astrolabe), du 20 au 23 mars 2012 et *Conseils pour une jeune épouse* (Compagnie Intime Camarade), du 3 au 6 avril 2012 ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la signature des contrats de cession du droit d'exploitation des spectacles *l'Ogrelet* (5 600.00 € HT), *Ocho* (14 400.00 € HT) et *Conseils pour une jeune épouse* (10 000.00 € HT) ;
- De dire que seront également pris en charge les défraiements et déplacements des artistes, pour les montants suivants : 1 776.40 € HT pour l'Academia Perduta, 478.80 € HT pour la compagnie l'Astrolabe et 987.60 € HT pour la compagnie Intime Camarade ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget de la Ville, fonction 923, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget 2012 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

09.12.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le :  
Notifiée le :







## **THEATRE JEAN VILAR**

### **CONTRAT DE CESSION du droit d'exploitation d'un spectacle**

#### **ENTRE LES SOUSSIGNES**

Compagnie de l'Astrolabe  
dont le siège social est:  
22, Rue Gérard Lafon – 34000 Montpellier

Téléphone : 09 54 16 20 50  
Email : compagnie.astrolabe@gmail.com

SIRET: 50890528800017 / APE : 9001 Z  
Licence catégorie 2- 1020720

représentée par **Jeanjean Alix** en sa qualité de présidente  
Désigné ci-après « le Producteur » d'une part,

et

**La Ville de Montpellier**

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65  
Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 751 A  
Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme « L'Organisateur ».

d'autre part,

#### **IL EST EXPOSE CE QUI SUIT**

Le Producteur dispose du droit de représentation du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et des intervenants nécessaires :

#### **OCHO**

L'Organisateur s'est assuré de la disposition de la salle suivante :

**Théâtre Jean Vilar**

dont le Producteur déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.  
En aucun cas, l'Organisateur ne pourra changer le lieu du spectacle sans l'accord écrit du Producteur.

#### **CECI EXPOSÉ IL EST CONCLU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

Le Producteur cède à l'Organisateur, dans les conditions et pour la durée fixée par le présent contrat, le droit d'exploitation du spectacle précité pour l'organisation de 4 représentations :

Mardi 20 mars 2012 à 20h  
Mercredi 21 mars 2012 à 20h  
Jeudi 22 mars 2012 à 20h  
Vendredi 23 mars à 20h

### **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR**

Le Producteur fournira le spectacle, d'une durée d'environ 1h10, entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En qualité d'employeur, il s'engage irrévocablement à régler les rémunérations des personnels attachés au spectacle et toutes les cotisations sociales afférentes : URSSAF, AUDIENS, POLE EMPLOI, CONGES SPECTACLES, ainsi que les éventuelles retenues à la source dues par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France.

Le spectacle comprendra tous les éléments nécessaires à sa présentation - dont le Producteur assurera le transport aller/ retour et effectuera les éventuelles formalités douanières ou autres.

Le Producteur fournira:

- la fiche technique (et son programme de montage) ;
- les éléments nécessaires à la publicité du spectacle ;
- dans les meilleurs délais et autant que faire se peut préalablement à la signature du présent contrat, une copie des traités particuliers ou généraux conclus dans le cadre de la loi française du 3 juillet 1985 avec les Sociétés d'auteurs, les organismes de perception de droits voisins, les éditeurs... concernant ce spectacle.

### **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

L'Organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de marche, et ce compris le personnel nécessaire aux déchargements, chargements, montages, démontages, services de répétitions, services de représentation. Il assurera en outre le service général du lieu : locations, billetterie encaissement et comptabilité des recettes, accueil du public, service de sécurité...

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales, de ce personnel. Il aura à sa charge, le cas échéant, les droits d'auteurs (SACD & SACEM) et s'en acquittera auprès des organismes de perception concernés.

En matière de publicité et d'information, l'Organisateur s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le Producteur et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

### **ARTICLE 4- PLACES**

Le prix des places est fixé par l'Organisateur conformément au tarif qu'il pratique habituellement pour des spectacles du même type.

La capacité de la salle est d'environ 374 places

### **ARTICLE 5 – HEBERGEMENT – RESTAURATION – TRANSPORTS**

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 1 repas quotidien au tarif SYNDEAC.

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.



#### **ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de tout ou partie de ce contrat, les signataires s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation amiable avant de s'en remettre à la compétence des tribunaux du Val d'Oise.

#### **ARTICLE 12 - TRANSPORTS ET DEFRAIEMENTS**

Les défraitements et le transport des personnels artistiques et administratifs sont à la charge du Producteur.

#### **ARTICLE 13 - INVITATIONS**

L'Organisateur mettra à disposition du Producteur 10 places par soir.

#### **ARTICLE 14 – FICHE TECHNIQUE**

La fiche technique est jointe au présent contrat.

Toute modification relative à la fiche technique devra être validée par le directeur technique du Producteur.

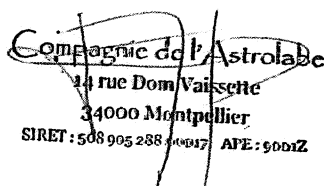
Fait à Montpellier le 20 septembre 2011

En deux exemplaires

Le Producteur\*

Jeanjean Alix

Présidente de la Cie Astrolabe

  
Compagnie de l'Astrolabe  
14 rue Dom Vaissette  
34000 Montpellier  
SIRET : 508 905 288 40017 APE : 9001Z

L'Organisateur\*  
La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire  
L'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

\* Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé »



TEATRO STABILE D'ARTE CONTEMPORANEA

Proposta di Contratto di rappresentazione teatrale  
*Proposition de contrat de cession*

Con la presente scrittura privata da valere ad ogni effetto e ragione di legge  
*Avec le présent contrat régi par la loi italienne*

tra / *entre les soussignés*

*Accademia Perduta/Romagna Teatri soc. coop. a r.l.*  
di seguito denominata *AP/RT / ci-après dénommé « AP/RT »*  
con sede legale / *adresse du siège social*: Via Maggiore, 63 - 48121 Ravenna, Italie  
P.I. 00833140395, Iscr. CCIAA n. 102988 del 20/09/82  
nella persona del legale rappresentante / *représenté par*  
Sig. Ruggero Sintoni en sa qualité de président

e / *et*

**VILLE DE MONTPELLIER**  
**THEATRE JEAN VILAR**

di seguito nominato L' Organizzatore / <i>ci-après dénommé « L'Organisateur »</i>	
Con sede in via, città, CAP <i>Adresse du siège social</i>	Ville de Montpellier – Théâtre Jean Vilar – 155 rue de Bologne – 34 080 Montpellier- France
C.F o P. IVA SIRET Code APE No. de Licence	----- SIRET: 213 401 72 20 0 011 Code APE: 751 A N° Licences de spectacle: 1-106 00 66 /3-102 77 42
Legale rappresentante <i>représenté par</i>	Madame Hélène MANDROUX
In qualità di <i>En qualité de</i>	Maire

**ACCADEMIA  
PERDUTA  
ROMAGNA  
TEATRI**  
soc. coop. a r.l.

48121 Ravenna – Via Maggiore, 65  
Teatro Il Piccolo 47100 Forlì – Via Cerchia, 98 Tel. 054364300 – Fax 054364025  
Teatro Goldoni 48012 Bagnacavallo – P.zza Libertà, 21 Tel. 054564330 – Fax 054564320  
Teatro Masini 48018 Faenza – P.zza Nenni/Molinella Tel. 054621333

e-mail: [aprtetri@laniarete.com](mailto:aprtetri@laniarete.com)

Isr. CCIAA n. 102988 del 20/9/82 Isr. Trib. RA n. 8109 P.IVA 00833140395  
**ACCADEMIA PERDUTA  
ROMAGNA TEATRI Soc. Coop. a r.l.**  
Via Maggiore n.63  
48121 Ravenna  
P.IVA e C.F. 00833140395

757









ALLEGATO 1./Annexe 1.

Personale impiegato nella compagnia :

*Personnel attaché à la compagnie :*

2 comédiens (M. Claudio Casadio et Mme Daniela Piccari)

2 techniciens ( M. Vincenzo Lullo, M. Francesco Cavessi)

---

Mezzi di trasporto

*Moyens de Transport:*

Comédiens : Mercedes C200 CDI CAT – Plaque: BH466NM: 2 passagers.

Techniciens : Fourgon Iveco Daily – 35q. – Plaque CT486TP: 2 passagers

---

Arrivée comédiens et techniciens : dimanche 22 janvier 2012 (soir )

Départ comédiens et techniciens : mercredi 25 janvier 2012 (matin)

---

Hébergement :

On demande, s'il vous plait, la réservation de:

Pour les comédiens et les techniciens:

4 chambres individuelles pour les nuits de dimanche 22, lundi 23, mardi 24, janvier 2012

(total : 3 nuits - départ mercredi 25 janvier - matin).

**ACCADEMIA PERDUTA**  
**ROMAGNA TEATRI Soc. Coop. a r.l.**  
Via Maggiore n.63  
48121 Ravenna  
P.IVA e C.F. 00833140395

ALLEGATO 2. / Annexe 2.

*Spectacle L'Ogrelet*

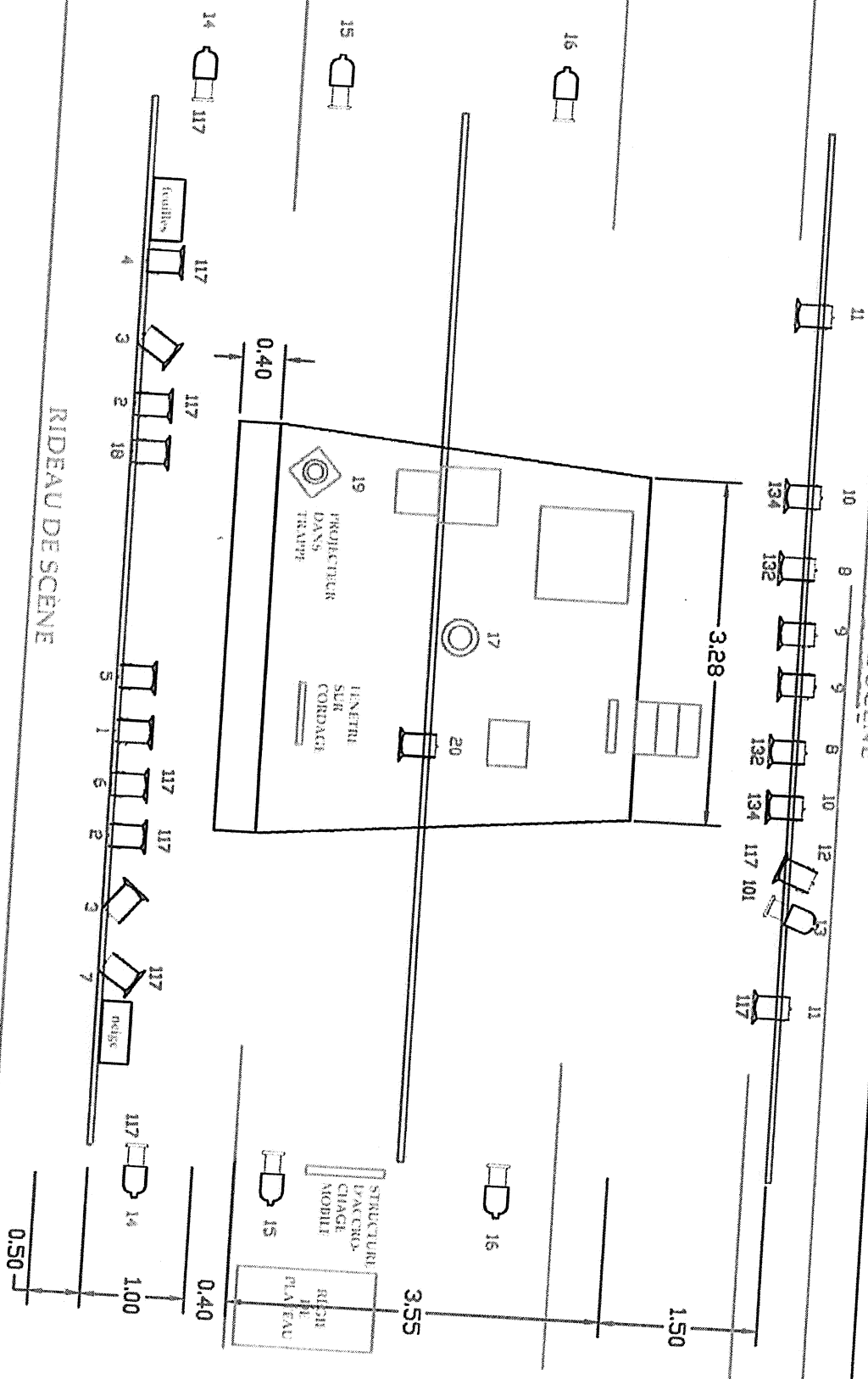
*Musiques originales : "L'ORCHETTO" de Marco BISCARINI*

- 1 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 1" - 0'66" - Ed. Borgatti
- 2 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 2" - 3'22" - Ed. Borgatti
- 3 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 3" - 2'53" - Ed. Borgatti
- 4 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 4" - 9'03" - Ed. Borgatti
- 5 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 5" - 1'10" - Ed. Borgatti
- 6 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 6" - 3'06" - Ed. Borgatti
- 7 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 7" - 1'00" - Ed. Borgatti
- 8 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 8" - 0'57" - Ed. Borgatti
- 9 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 9" - 2'22" - Ed. Borgatti
- 10 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 10" - 0'45" - Ed. Borgatti
- 11 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 11" - 9'03" - Ed. Borgatti
- 12 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 12" - 1'02" - Ed. Borgatti
- 13 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 13" - 1'34" - Ed. Borgatti
- 14 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 14" - 3'00" - Ed. Borgatti
- 15 - Biscarini Marco - "Orchetto - scena 15" - 2'06" - Ed. Borgatti

**ACCADEMIA PERDUTA**  
**ROMAGNA TEATRI Soc. Coop. a r.l.**  
Via Maggiore n.63  
48121 Ravenna  
P.IVA e C.F. 00833140395



# FOND DE SCÈNE



## L'OGRELET

Symbol	Type	Quantité	
	PC 1000w	20	
	ETC 750w	7	
	lampe 60w	1	
	Driver	24	Alessandro Ricci THAC-silvest

ACCADEMIA PERDUTA  
ROMAGNA TEATRI Soc. Coop. a r.l.  
Via Maggiore n.63  
48121 Ravenna  
P.IVA e C.F. 00833140395

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0538

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage  
Systèmes techniques et courants faibles du Futut Hôtel  
de Ville  
Avenant n°1**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le code des marchés publics et en particulier l'article 20 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181 du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;
- Vu la décision n° 2009/383 du 21 juillet 2009 relative à l'attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage – Systèmes techniques et courants faibles du Futur Hôtel de Ville » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 au marché public « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage – Systèmes techniques et courants faibles du Futur Hôtel de Ville » ;

**Considérant :**

- que la Ville a décidé de réaliser une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage des systèmes techniques et courants faibles du Futur Hôtel de Ville quartier port Marianne pour une durée de 30 mois ;
- qu'à la suite d'une consultation pour cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage lancée le 7 mai 2009 en procédure adaptée et conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics, le marché en question a été notifié le 27 juillet 2009 à l'entreprise EMSYS / CRONOS pour un montant de 127 000.00 € H.T. (cent vingt sept mille Euros Hors Taxes) ;
- qu'à la suite de sujétions techniques imprévues, il a été nécessaire de procéder à des modifications concernant la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;

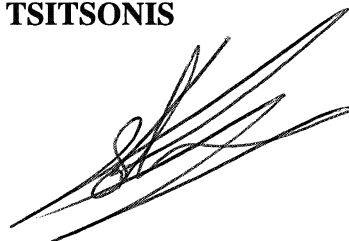
**Décide en conséquence :**

- d'adopter l'avenant n° 1 au marché public « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage – Systèmes techniques et courants faibles du Futur Hôtel de Ville » attribué à l'entreprise EMSYS / CRONOS sise – 1025 Rue Becquerel Parc club du Millénaire – 34000 Montpellier.  
Le montant total de l'avenant n° 1 est de 27 000.00 € H.T. (vingt sept mille Euros Hors Taxes) ;

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à l'avenant n° 1 en question ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville ;  
Nature : 2031      Fonction : 900/020      Ligne de crédit : 18940  
Direction Architecture et Immobilier - Service Conduite d'opérations.

Montpellier, le 21/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 22/12/2011  
Notifiée le :





**Assistance à Maîtrise d'Ouvrage - Systèmes techniques et courants faibles du Futur Hôtel de Ville –  
Avenant n°1**

La rémunération complémentaire relative à cette mission s'élève à 1 500 € H.T.

**1-5 Coordination ZAC/TAM/Réseau IP**

Souhaitant profiter de la réalisation de l'Hôtel de Ville, la TAM a souhaité :

- La réalisation d'un lien en fibre optique entre son réseau et le réseau Ville ;
- La mise en place d'un relais radio permettant d'irriguer l'ensemble de ses installations.

La mission de l'assistant à maîtrise d'ouvrage consiste à assurer l'interface entre l'ensemble des opérateurs réseau concernés (TAM, services informatiques, PC Pétrarque, SERM) et s'assurer de la coordination et de la planification des opérations.

La rémunération complémentaire relative à cette mission s'élève à 2 500 € H.T.

**■ Incidence financière de l'avenant :**

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 27 000 €
- Montant TTC : 32 292 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 21,65 %

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 19,6 %
- Montant HT : 154 000 €
- Montant TTC : 184 184 €

**E - Signature du titulaire du marché public.**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).**

A : Montpellier , le : .....

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.**

**■ En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

**■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public)

**■ En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public)

7/1

**Passation de l'avenant n°1 au marché de coordination  
SPS pour la construction du Groupe Scolaire Ludwig  
Van Beethoven, Quartier Croix d'Argent**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/131 en date du 30 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis Gély, Adjoint délégué à la réussite éducative ;
- Vu la décision n° 2011/0099 du 17/03/2011 attribuant le marché 0M1162 à QUALICONSLT ;

**Considérant :**

- Que le planning des travaux étant modifié, il y a lieu de procéder à un nouveau phasage de la coordination SPS ;
- Que l'avenant au contrat initial ne modifie ni le prix, ni les conditions d'exécution du marché et qu'il ne bouleverse pas l'économie générale du marché ;

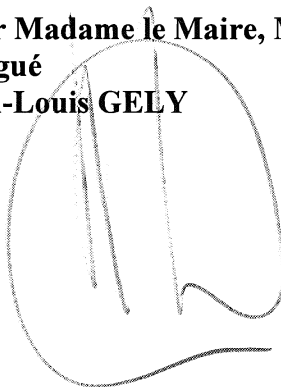
**Décide en conséquence :**

- D'approuver et signer l'avenant n°1 au marché de coordination SPS à « QUALICONSLT SECURITE », 1025, rue Henri Becquerel, Parc Club Millénaire - 34 000 Montpellier.

Montpellier, le 15/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 16/12/2011  
Notifiée le :





**Montpellier mille et une vies**

**Maître d'ouvrage : Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports**

**Conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier**

## **PROJET D'AVENANT N°1**

**Groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (les Grisettes)**

**Marché de Coordination SPS**

**N° 0 M 1162**

**MAPA 819 / 362 / 11**

773

1. IDENTIFICATION DU MARCHE.....	3
2. OBJET DE L'AVENANT .....	3
3. PRECISIONS SUR LE PHASAGE DE L'OPERATION .....	3
4. MODIFICATION DELAIS.....	4
5. APPROBATION DE L'ENVELOPPE BUDGETAIRE.....	4
6. AUTRES CLAUSES DU MARCHE – RENONCIATION A RECLAMATION .....	4
7. SIGNATURE DU TITULAIRE.....	4
ANNEXE N°1 : NOUVELLE REPARTITION DES HONORAIRES PAR PHASES .....	5
Phase APD .....	5
ANNEXE N°2 : REPARTITION INITIALE DES HONORAIRES.....	6
ANNEXE N°3 : PLANNING.....	7





**ANNEXE n°1 : Nouvelle répartition des honoraires par phases**

<b>PHASES</b>		<b>Prix en Euros HT</b>
<b>Conception de l'ensemble de la construction</b>		
Phase esquisse, APS		1200,00
<b>Phase APD</b>		280,00
Phase PRO 1 (tranche ferme et tranche conditionnelle 1)		600,00
Phase PRO 2 (tranche conditionnelle 2)		380,00
<b>PHASE CONCEPTION</b>	<b>MONTANT EN EUROS HT</b>	<b>2440,00</b>
<b>Réalisation Tranche ferme</b>		
Phase Réalisation des travaux		6200,00
Constitution du DIU		440,00
Phase Année de Parfait Achèvement		320,00
<b>Réalisation Tranche Conditionnelle 1</b>		
Phase Réalisation des travaux		2060,00
Constitution du DIU		100,00
Phase Année de Parfait Achèvement		80,00
<b>Réalisation Tranche Conditionnelle 2</b>		
Phase Réalisation des travaux		3620,00
Constitution du DIU		340,00
Phase Année de Parfait Achèvement		240,00
<b>PHASE REALISATION</b>	<b>MONTANT EN EUROS HT</b>	<b>13400,00</b>
<b>CONCEPTION + REALISATION</b>	<b>MONTANT EN EUROS HT</b>	<b>15840,00</b>



**ANNEXE n°3 : Planning**





**AVANT PROJET ESPACES PUBLICS CITE GELY  
MARCHES N° 1M663**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vue la délibération numéro 34089 en date du 30 mars 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire modifiée,
- Vu l'arrêté n° 30/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier souhaite réaliser un avant projet sur les espaces publics de la cité Gély ;
- Qu'il convient de réaliser un plan d'ensemble, des plans thématiques (voirie, plantations, matériaux, degrés d'interventions...), des plans « pédagogiques », de présentation des différents aspects du projet ;
- Qu'il convient de définir plus précisément les aménagements à réaliser sur différents secteurs de projet identifiés par le programme,
- Que la réalisation de l'avant projet prendra comme base le programme (et les plans programmes qui l'illustre) établi à partir des études préalables,
- Que cette opération est inscrite dans le programme du PRU Centre;
- Qu'une consultation a eu lieu avec une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics et suivant les dispositions de l'article 77-1 du code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.
- Que la société TRIBECA S.A.R.L a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande à la société TRIBECA S.A.R.L représentée par Mme Lydie CHAMPONNOIS, pour un montant compris entre un minimum de 15 000 euros HT et un maximum de 56 000 euros HT (1<sup>ère</sup> année). Les années de reconduction éventuelles sont comprises entre 2 000 euros HT et 8 000 euros HT.

- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement 2011 de la Mission Grand Cœur (CRB 28 500, ligne n°19931) ;

Montpellier, le



Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué

Christian BOUILLE

Publiée le : 20/01/2012

Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**Ville de MONTPELLIER c/ Thierry BIER**  
**Pourvoi en cassation**  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- que, par arrêt du 22 novembre 2011, la Cour d'Appel de MONTPELLIER a confirmé le jugement du tribunal correctionnel du 11 janvier 2011 et déclaré monsieur Thierry BIER coupable des faits reprochés, notamment coupable de délits de détention d'espèces animales non domestiques, protégées et de mauvais traitements envers animaux captifs ;
- que la Cour d'Appel a également confirmé le jugement en ce qu'il alloue à la Ville de MONTPELLIER la somme de 12 067,71 euros à titre de dommages intérêts représentant les frais des saisie et de garde des animaux ;
- que monsieur Thierry BIER se pourvoit en cassation pour demander l'annulation dudit arrêt ;
- que dans ces conditions, il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- de défendre les intérêts de la Ville de MONTPELLIER par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 24/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 25/01/2012  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2011/0543

**Complexe Pitot - Peyrou  
Salle Nogaret  
Convention de mise à disposition de locaux  
et de partage des coûts  
Communauté d'Agglomération de Montpellier / Ville  
de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSISTONIS, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- que par délibération en date du 22 juin 2009, la Ville de Montpellier a décidé le transfert du gymnase Peyrou à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;
- que la salle Guillaume de Nogaret, propriété de la Ville jouxtant le complexe Pitot-Peyrou, est directement reliée aux installations de chauffage du complexe ;
- que ces installations ne pouvant être dissociées sans surcoûts importants, il apparaît opportun de confier l'intégralité des réseaux et installations de chauffage à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- que la Ville de Montpellier doit rembourser à la Communauté d'Agglomération les coûts d'entretien et d'utilisation des installations de chauffage au prorata du volume, de la superficie et en fonction du nombre d'heures d'utilisation de la salle.

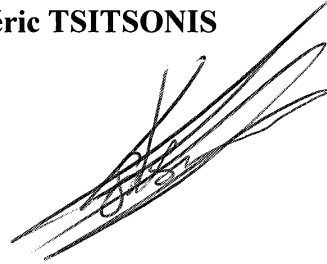
**Décide en conséquence :**

- de régulariser, par la présente convention, les modalités de répartition des coûts qui résultent de l'absence de réseau de chauffage séparé entre le complexe Pitot-Peyrou et la salle Guillaume de Nogaret ;
- que ces dépenses sont prévues au budget du service Energie CRB 26500 Nature comptable 60612 – 92412 ;

- que cette convention, prenant effet rétroactivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour une durée de 5 ans, sera annexée à la présente décision.

Montpellier, le 14/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 15/12/2011

Notifiée le :

# **COMPLEXE PITOT - PEYROU**

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE PARTAGE DES COUTS**

ENTRE

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER,**  
représentée par son Président, autorisé à signer la présente convention  
en vertu d'une délibération de la Communauté d'agglomération en date du 22 décembre 2009,

Ci après dénommée « la communauté d'agglomération »  
d'une part,

ET

**LA VILLE DE MONTPELLIER,**  
représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par décision en date du

Ci après dénommée « la ville »  
d'autre part,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

### **EXPOSE DES MOTIFS**

Par délibération n°9087 en date du 24 septembre 2009, la Communauté d'Agglomération a accepté le transfert du gymnase Peyrou. L'inventaire des modalités de gestion et d'utilisation des équipements a mis en évidence l'imbrication de l'équipement (piscine Pitot et gymnase Peyrou avec un équipement communal (réseaux en commun) Afin de faciliter la gestion du transfert de cet équipement, il est convenu d'un commun accord avec la Commune de Montpellier du dispositif conventionnel suivant :

## ARTICLE 1 OBJET

---

La présente convention a pour objet de régler les modalités de répartition des coûts qui résultent de l'absence de réseau de chauffage séparé entre le complexe Pitot-Peyrou et la salle Pierre de Nogaret.

## ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE LA SITUATION

---

Le gymnase Pitot est transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, assure l'ensemble des droits et obligations du propriétaire relatifs à cet équipement et notamment la maintenance et l'exploitation des installations et réseaux de chauffage.

La salle Pierre de Nogaret, propriété de la Ville de Montpellier et jouxtant le complexe Pitot-Peyrou, est directement reliée aux installations de chauffage du complexe et ces installations ne peuvent être dissociées sans surcoûts importants.

Dans un souci de bonne gestion des deniers publics, il apparaît opportun de confier l'intégralité des réseaux et installations de chauffage de ces bâtiments à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou ses prestataires.

Au titre de la présente convention et conformément à l'article L5216 -7-1 du Cde Général des Collectivités Territoriales, la Ville de Montpellier remboursera à la Communauté d'Agglomération les coûts correspondants à la salle Pierre de Nogaret dans les conditions mentionnées ci-dessous.

## ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

---

La ville de Montpellier remboursera à la Communauté d'Agglomération les coûts d'entretien et d'utilisation des installations de chauffage au prorata du volume, de la superficie et en fonction du nombre d'heures d'utilisation de la salle.

La facture correspondant à l'année d'utilisation sera transmise à la Ville de Montpellier au plus tard le 31 mars de l'année suivante. La ville de Montpellier disposera de 15 jours francs pour émettre ses éventuelles observations.

En cas d'observations, les parties s'engagent à se rapprocher pour définir, d'un commun accord, le montant des charges à facturer.

A l'issue de l'accord, une nouvelle facture sera transmise à la Ville de Montpellier.

Dans ce cas et en l'absence de contestation dans un délai de 15 jours, la Ville de Montpellier s'engage à régler la facture émise par la Communauté d'Agglomération dans un délai de 45 jours à compter de sa réception.

#### ARTICLE 4 : DUREE, MODALITES DE RESILIATION

---

La présente convention est établie à compter du 01 janvier 2010 et pour une durée de cinq ans. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Le Président de la Communauté d'Agglomération,

Fait à Montpellier le

Lu et approuvé

Le Maire,

**Pour le Maire**  
**L'Adjoint Délégué**  
**Frédéric TSITSONIS**

























